

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 20 décembre 2016 :

Présents : MM. Galant J., Bourgmestre,
Présidente,
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B.,
D'Haese-Leuridan M., **Echevins**,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M.,
Robette-Delputte F., Decamps P., Chanoine V.,
Delhay J., Demoustiez A., Dessilly V., Decoster C.,
Egels E., Petit N., **Conseillers**,
Gillard S., **Directeur général**.
Excusée : Vanderkel A., Conseiller

Monsieur Egels intègre la séance au point 2.
Madame Mauroy-Moulin-Stalpaert intègre la séance au point 9.

*Avant de débiter la séance, la Présidente propose l'ajout du point suivant à l'ordre du jour du Conseil communal :
« Point 12bis, Finances – montant de dotation en faveur de la Zone de police Sylle et Dendre – approbation ».*
L'assemblée approuve cette proposition.

-
1. Approbation du procès-verbal de la séance du 14 novembre 2016 – partie publique
– **approbation**.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique, approuve avec 16 voix « pour » et 2 « abstentions », le procès-verbal de la séance du 14 novembre 2016, partie publique.

-
2. **Finances** – Situation de caisse au 1^{er} décembre 2016 – **information**

Monsieur Egels intègre la séance

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,
Prend connaissance de la situation de caisse.**

-
3. **Finances** – Délibération-redevance pour la délivrance de documents administratifs : adaptation de la délibération du 22 décembre 2015 – **adoption**

Après avoir entendu l'Echevin des Finances sur les adaptations qui toucheront certains tarifs appliqués, Madame Senecaut demande si, en ce qui concerne le montant demandé pour traiter des demandes notariales, une pratique similaire peut être relevée dans d'autres communes. La Présidente répond par l'affirmative, une consultation des communes environnantes ayant été préalablement réalisée. La Présidente confirme également qu'à part

les montants et tarifs cités par l'Echevin des Finances, cette délibération-redevance demeure inchangée.

Madame Petit s'inquiète de voir un montant de 2€ demandé, désormais, pour la délivrance d'une autorisation de quitter le territoire, autorisation qui sert traditionnellement à des enfants partant en voyage scolaire, voyages parfois obligatoires.

Tout en rappelant le faible montant dont il est ici question, la Présidente précise qu'une telle autorisation demeurera gratuite pour tous les voyages organisés par les écoles communales de l'entité.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la Constitution, en ses articles 41, 162 et 170 §4 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal, ainsi que les articles L3131 §1, 3° et L3132-1, organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région Wallonne ;

Revu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges qu'entraîne, pour l'Administration communale, la délivrance de documents administratifs ;

Considérant que l'Administration communale doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;

Vu notamment la charge de travail conséquente qui découle du traitement des demandes notariales, aboutissant à la réalisation de longues recherches administratives destinées à la délivrance de certaines informations urbanistiques en vertu des articles 85 (renseignements notariaux), 90 (divisions notariales) et 150bis (certificats d'urbanisme 1) ;

Considérant notamment que sur les seuls exercices 2014 et 2015, ce sont près de 860 demandes notariales qui ont été traitées par les deux agents du Service Urbanisme, une demande étant susceptible de porter sur plusieurs parcelles cadastrales ;

Considérant par ailleurs la réforme attendue du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de la Mobilité (CWATUPE), qui aboutira à une adaptation profonde de la réglementation en la matière, ainsi qu'à une augmentation significative de la charge de travail et à une réorganisation probablement nécessaire des méthodes de travail au sein du Service ;

Considérant qu'à cet égard, il est proposé d'adapter à la hausse les montants demandés pour le traitement des demandes notariales relatives aux informations urbanistiques en vertu des articles 85, 90 et 150bis ;

Considérant par ailleurs le courrier du 6 septembre 2016 de Monsieur Jan Jambon, Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, informant d'une adaptation, à partir du 1^{er} janvier et du 1^{er} juillet 2017, de certains montants relatifs à la délivrance de documents d'identité ;

Considérant qu'il est par conséquent nécessaire d'adapter la présente délibération afin de tenir compte de l'adaptation imposée par le SPF Intérieur ;

Vu les recommandations émises par la Circulaire du 16 juin 2016 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région Wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes relevant de la Communauté germanophone, pour l'année 2017 ;

Attendu que dans le respect de la Circulaire budgétaire du Ministre Furlan, la Commune est autorisée, afin de lui permettre de rencontrer partiellement le coût découlant de la charge relative à la délivrance de documents administratifs, à fixer un montant de redevance dû pour la délivrance de certains documents administratifs qu'elle énumère ;

Vu la communication du dossier au Directeur financier en date du 7 décembre 2016, conformément à l'article L1124-40 § 1, 3° et 4° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et la réception de son avis de légalité ce 8 décembre 2016, avis qui s'avère favorable sous réserve de l'insertion de certaines dispositions complémentaires ;

Sur proposition du Collège Communal, en ses séances des 28 novembre et 6 décembre 2016 ;

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Il est établi, pour les exercices 2017 à 2019, une redevance communale pour la recherche, la confection et la délivrance de documents administratifs par l'Administration Communale.

Ne sont pas visées :

- La délivrance des documents exigés pour la recherche d'un emploi ou la présentation d'un examen ou concours ;
- La création d'une entreprise (installation comme travailleur indépendant à titre individuel ou sous forme de société) ;
- la délivrance des autorisations d'inhumer prévues par l'article 77 du code civil ;
- la délivrance des autorisations d'incinérer prévues par l'article 20 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures ;
- La délivrance de pièces relatives à une candidature à un logement agréé par la Société Wallonne du Logement (SWL) ;
- La délivrance de pièces relatives à l'allocation déménagement, installation et loyer (ADIL).
-

Article 2 : La redevance est due par la personne (physique ou morale) qui sollicite la délivrance du document.

Article 3 : La redevance est fixée comme suit :

A. DOCUMENTS D'IDENTITE POUR CITOYEN BELGE

➤ **Carte d'identité d'enfant belge de moins de 12 ans :**

- Procédure normale : gratuit
- Procédure d'urgence : montant à ristourner au Fédéral
- Procédure d'extrême urgence : montant à ristourner au Fédéral

➤ **Carte d'identité d'enfant belge de 12 ans à 18 ans :**

- Procédure normale : montant à ristourner au Fédéral
- Procédure d'urgence : montant à ristourner au Fédéral + 12,88 € de redevance communale
- Procédure d'extrême urgence : montant à ristourner au Fédéral + 15,85 € de redevance communale

∞ Le tarif en procédure d'urgence ou d'extrême urgence est réduit à partir du deuxième document d'identité électronique demandé simultanément pour les enfants belges de moins de 12 ans d'un même ménage et qui sont inscrits à la même adresse. Le montant réduit est celui à ristourner au Fédéral.

➤ **Carte d'identité adulte belge :**

- Procédure normale : montant à ristourner au Fédéral + 5 € de redevance communale
- Procédure d'urgence : montant à ristourner au Fédéral + 12,88 € de redevance communale
- Procédure d'extrême urgence : montant à ristourner au Fédéral + 15,85 € de redevance communale

➤ **Délivrance d'un nouveau numéro de code Pin ou Puk : 2,5 €**

B. DOCUMENTS (D'IDENTITE OU AUTRES) POUR CITOYEN ETRANGER

➤ **Carte d'identité ou document de séjour pour enfant étranger de moins de 12 ans :**

- Procédure normale : gratuit
- Procédure d'urgence : montant à ristourner au Fédéral
- Procédure d'extrême urgence : montant à ristourner au Fédéral

➤ **Carte d'identité ou document de séjour pour enfant étranger de 12 ans à 18 ans :**

- Procédure normale : montant à ristourner au Fédéral
- Procédure d'urgence : montant à ristourner au Fédéral + 12,88 € de redevance communale
- Procédure d'extrême urgence : montant à ristourner au Fédéral + 15,85 € de redevance communale

➤ **Carte d'identité ou document de séjour pour adulte étranger :**

- Procédure normale : montant à ristourner au Fédéral + 5 € de redevance communale
- Procédure d'urgence : montant à ristourner au Fédéral + 12,88 € de redevance communale
- Procédure d'extrême urgence : montant à ristourner au Fédéral + 15,85 € de redevance communale

➤ **Carte biométriques et titres de séjour pour étranger de pays tiers :**

- Procédure normale : montant à ristourner au Fédéral + 5 € de redevance communale
- Procédure d'urgence : montant à ristourner au Fédéral + 12,88 € de redevance communale

➤ **Déclaration d'arrivée : 2,5 €**

➤ **Certificat d'inscription au registre des étrangers : 20 €**

➤ **Attestation d'immatriculation Modèle A : 5 €**

C. DELIVRANCE DE PASSEPORTS

- **Délivrance de passeports d'enfant de moins de 12 ans :**
 - Procédure normale : montant à ristourner au Fédéral + 0,5 € de redevance
 - Procédure d'urgence : montant à ristourner au Fédéral + 0,5 € de redevance
- **Délivrance de passeports d'enfant de 12 ans à 18 ans :**
 - Procédure normale : montant à ristourner au Fédéral + 10 € de redevance communale et 0,5 € de redevance
 - Procédure d'urgence : montant à ristourner au Fédéral + 20 € de redevance communale et 0,5 € de redevance
- **Délivrance de passeports adulte :**
 - Procédure normale : montant à ristourner au Fédéral + 15 € de redevance communale et 0,5 € de redevance
 - Procédure d'urgence : montant à ristourner au Fédéral + 20 € de redevance communale et 0,5 € de redevance

D. ETAT-CIVIL

- **Redevance pour traitement de demande de mariage ou de cohabitation légale : 20 €**
- **Livret de mariage : 20 €**
- **Délivrance d'extraits ou copies littérales d'actes concernant l'Etat Civil : 3 €.**

E. HABITATION – URBANISME

- **Délivrance de documents relevant du CWATUP :**
 - Documents délivrés en vertu des articles 85 (renseignements notariaux) ou 90 (divisions notariales) : 50 € par parcelle faisant l'objet d'une demande de renseignement
 - Certificat d'urbanisme 1, délivré en vertu de l'article 150bis : 50 €
 - Déclaration urbanistique préalable : 50 €
- **Certificat de changement de résidence : 10 €.**

F. DIVERS

- **Tous certificats délivrés par le Service Population : 3 €**
- **Autorisation parentale de quitter le territoire(mineurs) : 2 €**
Lorsqu'il s'agit d'un voyage organisé par l'Administration Communale de Jurbise, l'autorisation de quitter le territoire sera délivrée gratuitement.
- **Légalisation de signature ou copie certifiée conforme : 2 €.**
- **Extrait de casier judiciaire : 5 €**

- **Redevance pour travaux administratifs spéciaux – recherches généalogiques** : 25€/heure avec un minimum de 20€ par dossier
- **Délivrance de permis de conduire**
 - permis de conduire belges provisoires : montant à ristourner au Fédéral
 - permis de conduire belges définitifs : 10 € + montant à ristourner au Fédéral
 - permis de conduire internationaux définitifs : 10 € + montant à ristourner au Fédéral
- **Délivrance de plans de l'entité** :
 - petit format : 5 €
 - grand format : 10 €

Article 4 : La redevance est payable au comptant au moment de la demande du document.

Article 5 : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi selon la procédure prévue à l'article L1124-40, §1 du CDLD, ou devant les juridictions civiles compétentes.

Le montant réclamé sera majoré des intérêts de retard au taux légal.

Article 6 : Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication, faite conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Article 7 : Le présent règlement sera transmis au Gouvernement wallon, conformément à l'article L3131-1, §1, 3 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

-
- 4. Finances** – Règlement général communal relatif à la gestion des déchets : adaptation de l'article 13 relatif aux modalités d'exécution de la collecte en porte à porte des déchets ménagers - fournitures de sacs pour les ordures ménagères – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatifs aux déchets, notamment les articles 5ter et 21, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'avis de la Commission régionale des déchets, donné le 29 octobre 2007 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 22 novembre 2007 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} octobre 2007 ;

Vu l'avis 43.967/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 janvier 2008 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2008, du Gouvernement wallon relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents, et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que les communes sont tenues de prendre les mesures nécessaires pour faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police concernant notamment l'enlèvement des déchets ;

Considérant que la collecte et la gestion des déchets provenant de l'activité usuelle des ménages constituent un service aux citoyens ;

Considérant qu'un service minimum de gestion des déchets applicable sur l'ensemble du territoire wallon mérite d'être défini ;

Considérant que ce service doit concilier les objectifs de prévention des déchets, de hiérarchie des modes de traitement des déchets et de dissuasion des incivilités ;

Considérant que le coût de la gestion des déchets doit être répercuté sur le citoyen en application du principe du pollueur-payeur ;

Considérant que l'Administration communale est affiliée à l'HYGEA pour le traitement des déchets ;

Considérant que l'Administration communale et l'HYGEA entendent collaborer pour organiser sur le territoire communal l'enlèvement et le traitement des déchets ;

Considérant que la Commune est responsable de la propreté et de l'hygiène publique et qu'en conséquence, l'enlèvement des déchets doit être assumé par celle-ci ;

Considérant qu'un service minimum et des services complémentaires de gestion des déchets est organisé par la Commune entraînant pour cette dernière des dépenses dont il importe que le coût soit pris en charge par le producteur des déchets ;

Considérant dès lors qu'il importe de prendre un certain nombre de mesures destinées à fixer les modalités selon lesquelles l'enlèvement et le traitement des déchets seront organisés sur le territoire communal ;

Considérant qu'il importe de porter ces mesures à la connaissance du public par la voie d'un règlement approprié ;

Considérant que chaque producteur de déchets est également invité, dans la mesure de ses moyens de déplacement, à se rendre au parc à conteneurs afin d'y apporter ses déchets recyclables ou valorisables qui ne font pas l'objet d'une collecte sélective en porte-à-porte ;

Considérant que les producteurs de déchets de plastiques agricoles bénéficient de la mise en place d'une collecte sélective spécifique ;

Après délibération ;

Sur proposition du Collège Communal ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Chapitre 1 - Généralités

Article 1^{er} – Principes généraux

§1^{er}-La Commune organise un service minimum ainsi que des services complémentaires de gestion des déchets résultant de l'activité usuelle des ménages. Ces services sont établis dans le respect des objectifs de prévention des déchets, de lutte contre les incivilités et de transparence vis-à-vis des citoyens. Les prestations des communes en matière de salubrité publique ne sont pas incluses dans ces services.

§2-La Commune répercute le coût de la mise à disposition et de l'utilisation de ces services sur l'utilisateur, selon les modalités définies dans le présent règlement, et dans le respect des taux prévus par le décret du 27/06/1996 relatif aux déchets.

Article 2 - Définitions

Au sens de la présente ordonnance, on entend par :

1° « Décret » : le Décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;

2° « Catalogue des déchets » : le catalogue des déchets repris dans les colonnes 1 et 2 du tableau figurant à l'annexe I de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets ;

3° « Déchets ménagers » : les déchets provenant de l'activité usuelle des ménages (à l'exclusion des déchets dangereux tels que définis par le Décret) ;

4° « Déchets ménagers assimilés »:

1. les déchets « commerciaux » assimilés à des déchets ménagers, soit les déchets provenant:

- des petits commerces (y compris les artisans) ;
- des administrations ;
- des bureaux ;
- des collectivités ;
- des indépendants et de l'HORECA (en ce y compris les homes, pensionnats, écoles et casernes) ;

et consistant en:

- ordures ménagères brutes (catalogue déchets n°20 96 61) ;
- fraction compostable ou biométhanisable des ordures brutes (catalogue déchets n°20 96 62) ;
- fraction collectées séparément (catalogue déchets n° 20 01) ;
- emballages primaires en carton conçus pour l'activité usuelle d'un ménage et d'une contenance inférieure à 10 litres (catalogue déchets n° 20 97 93) ;
- emballages primaires en plastique conçus pour l'activité usuelle d'un ménage et d'une contenance inférieure à 10 litres (catalogue déchets n° 20 97 94) ;

- emballages primaires en métal conçus pour l'activité usuelle d'un ménage et d'une contenance inférieure à 10 litres (catalogue déchets n° 20 97 95) ;
- emballages primaires en verre conçus pour l'activité usuelle d'un ménage (catalogue déchets n° 20 97 96) ;
- emballages primaires en bois conçus pour l'activité usuelle d'un ménage (catalogue déchets n° 20 97 97) ;
- emballages secondaires pour emballages primaires assimilés à des déchets ménagers (catalogue déchets n° 20 97 98).

2. les déchets provenant de centres hospitaliers et maisons de soins de santé (sauf les déchets visés au n° 18 du catalogue des déchets) et assimilés à des déchets ménagers, soit:

- les déchets de cuisine,
- les déchets des locaux administratifs,
- les déchets hôteliers ou d'hébergements produits en dehors des zones d'hospitalisation et de soins,

5° « Déchets visés par une collecte spécifique en porte-à-porte » : les déchets ménagers et déchets ménagers assimilés qui, après tri à la source, consistent en :

- papiers, cartons : journaux, revues, cartons, ... ;
- PMC : bouteilles et flacons en plastique, emballages métallique et cartons à boissons ;

6° « Déchets visés par une collecte spécifique via les parcs à conteneurs » : les déchets ménagers et assimilés ménagers qui, après tri à la source, consistent en : voir annexe 1 du Règlement des parcs à conteneurs pour les usagers ci-joint

7° « Déchets visés par une collecte spécifique via les sites de bulles à verre » : les déchets ménagers et assimilés ménagers qui, après tri à la source, consistent en :

- verres : bouteilles, flacons et bocaux de couleur ou incolores en verre transparent... ;

8° « Collecte périodique des déchets ménagers et des déchets ménagers assimilés » : collecte en porte-à-porte des déchets qui ne font pas l'objet d'une collecte spécifique. Sont exclus, les déchets ménagers et les déchets ménagers assimilés qui font l'objet d'une collecte spécifique en porte-à-porte.

9° « Collecte spécifique de déchets » : collecte périodique en porte-à-porte de déchets triés sélectivement. Sont exclus de la collecte spécifique, les déchets ménagers et ménagers assimilés autres que ceux cités à l'article 1,5° de la présente ordonnance ou du présent règlement et qui font l'objet d'une collecte périodique ou via les parcs à conteneurs ou via les sites de bulles à verre.

10° « Organisme de gestion des déchets » : la Commune ou l'association de Communes qui a été mandatée par la commune et qui assure la gestion de la collecte périodique des déchets ménagers et des déchets ménagers assimilés et/ou les collectes sélectives en porte-à-porte et/ou des parcs à conteneurs et/ou des points fixes de collecte et/ou du service au domicile.

11° « Organisme de collecte des déchets » : l'association de Communes ou la société désignée pour assurer les collectes périodiques en porte-à-porte des déchets ménagers et des déchets ménagers assimilés et/ou des déchets triés sélectivement.

12° « récipient de collecte » : le sac ou conteneur normalisé mis à la disposition des habitants à l'initiative de l'organisme de la gestion des déchets et dont la matière, le volume, la couleur, les

inscriptions individuelles, le mode de distribution et les points de ventes sont déterminés par l'organisme de gestion des déchets et ce, en fonction du type de déchets.

13° « Usager » : producteur de déchets bénéficiaire du service de gestion des déchets rendu par la Commune ou par l'organisme de gestion des déchets ;

14° « Ménage » : usager vivant seul ou réunion de plusieurs usagers ayant une vie commune ;

15° « Obligation de reprise » : obligation visée par l'article 8 bis du Décret ;

16° « Service minimum » : service minimum de gestion des déchets résultant de l'activité usuelle des ménages ;

17° « Arrêté subventions » : l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets ;

18° « Arrêté coût-vérité » : l'Arrêté du Gouvernement wallon du 05 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents.

Article 3 – Champ d'application

Le présent règlement s'applique :

1. aux producteurs des déchets visés ci-après aux points 2.3.4.5 et 6, qui sont domiciliés, ont leurs activités ou résident, même à titre temporaire, sur le territoire de la commune ;
2. aux déchets ménagers ;
3. aux déchets ménagers assimilés ;
4. aux déchets de plastiques agricoles ;
5. aux déchets non ménagers que le service de collecte prend en charge ;
6. aux déchets hospitaliers et de soins de santé de classe B2 au sens de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 30/06/1994 relatif aux déchets hospitaliers et de soins de santé.

Article 4 – Compétences

§1^{er}- l'Administration Communale est compétente pour l'exécution du présent règlement. Elle édicte à cet effet une directive, que chaque usager du service est tenu de respecter. La directive précise notamment le mode de collecte des ordures ménagères, des objets encombrants, des autres déchets ainsi que le mode de fonctionnement des parcs à conteneurs.

§2 Elle peut déléguer en totalité ou partie l'accomplissement de ses tâches à des organismes indépendants (établissements publics ou privés, intercommunales,...).

Chapitre 2 – Obligations et interdictions des usagers

Article 5 – Obligation générale de tri

Les producteurs de déchets ont l'obligation de trier leurs déchets selon les fractions suivantes :

- les déchets ménagers visés par une collecte en porte à porte ;
- les emballages en verre ;
- les papiers/cartons recyclables ;
- les déchets dangereux ;

- les déchets acceptés au parc à conteneurs tels qu'énumérés dans le présent règlement.

Article 6 – Exclusions

Ne font pas l'objet d'une collecte périodique organisée par l'organisme de gestion des déchets, les déchets suivants:

- les déchets dangereux,
 - o conformément à l'article 10, 2° de l'Arrêté subventions, il est interdit aux agriculteurs et exploitants d'entreprises agricoles de remettre leurs emballages dangereux à la collecte périodique. Par emballages dangereux, on entend les emballages ayant contenu des déchets dangereux au sens du catalogue des déchets ;
 - o conformément à l'article 10, 3° de l'Arrêté subventions, il est interdit aux médecins, dentistes, vétérinaires et prestataires de soins à domicile de mettre à la collecte périodique les déchets hospitaliers et de soins de santé de classe B2 au sens de l'arrêté du 30 juin 1994 ;
- les déchets provenant des grandes surfaces ;
- les déchets qui, bien que provenant de petits commerces, d'administrations, de bureaux, etc. (catalogue des déchets, n° 20 97), ne sont pas repris dans une des nomenclatures n° 20 97 93 à 20 97 98 du catalogue des déchets ;
- les déchets industriels (dont les déchets commerciaux) non assimilés à des déchets ménagers par le catalogue des déchets ;
- les déchets assimilés aux déchets ménagers provenant des commerces ambulants (marchés, friteries itinérantes, ...).

Ces déchets doivent être éliminés par le recours à des collecteurs agréés ou apportés aux points de collecte prévus à cet effet.

Article 7 – Collecte par contrat privé

Les établissements et services publics et privés, les industriels et les commerçants sont tenus d'observer les prescriptions du présent règlement. Il leur est toujours loisible de faire appel à une société privée pour la collecte des déchets au lieu d'utiliser les services de collectes de l'organisme de gestion des déchets.

Dans ce cas, ils devront respecter les modalités de collectes prévues par la présente ordonnance.

L'utilisateur ayant un contrat de ce type, est tenu de conserver leurs récipients de collecte en domaine privé, et ne peut les placer sur la voie publique que le temps nécessaire à la collecte. Cette dernière ne pourra avoir lieu que les jours ouvrables.

Article 8 – interdictions générales

Constitue une infraction au présent règlement le fait de :

1. déposer ou faire déposer des déchets ou des récipients de collecte de manière telle qu'ils présentent une gêne ou un danger pour les usagers de la voirie. Le non-respect de cette interdiction est susceptible d'engager la responsabilité civile du contrevenant ;
2. déposer, faire déposer, abandonner, conserver, rassembler et stocker les déchets de façon à nuire à l'hygiène et à la propreté publique, à l'esthétique de l'environnement et/ou qui constituent un danger pour la santé publique ;
3. brûler des déchets en plein air ou dans des bâtiments, en utilisant ou non des appareils. Cette interdiction ne vaut pas pour les déchets dûment autorisés à être brûlés dans des installations

légalement autorisées ni pour les déchets verts brûlés en respectant les dispositions du Code Rural et du Code Forestier en la matière ;

4. présenter à la collecte tout objet susceptible de provoquer des dégâts corporels ou matériels au service de collecte ou à tout tiers ;
5. présenter à une collecte en porte-à-porte les objets suivants :
 - les pneus de voiture ;
 - les déchets inertes ;
 - les bouteilles de gaz ou autres objets explosifs ;
 - les élingues ;
 - les câbles et chaînes, ficelles en grandes quantités ;
 - les cadavres d'animaux domestiques ou d'élevage ;
 - les eaux usées et déchets liquides ;
 - les déchets spéciaux ;
 - les pièces lourdes et massives ou qui, par leur encombrement, risqueraient d'abîmer ou de détériorer le véhicule de collecte.

Remarque : tous les déchets repris ci-dessus disposent de circuits particuliers de collecte dans le cadre du service ordinaire (à l'exception des bouteilles de gaz, des cadavres animaux et autres objets explosifs).

6. Repousser sur la voirie publique, ses accotements et dans les bouches d'égouts, des boues, du sable et tous types de déchets ;
7. Ouvrir le récipient de collecte se trouvant le long de la voirie, en vider le contenu, en retirer et/ou en explorer une partie du contenu, à l'exception de son utilisateur et du service de collecte ;
8. Modifier ou peindre le récipient de collecte ;
9. Déposer et laisser le récipient de collecte ou des déchets le long de la voirie publique à des jours autres que ceux prévus pour la collecte, sauf autorisation du Bourgmestre ou de son délégué ;
10. Transporter, faire transporter ou manipuler des déchets en matière telle qu'ils risquent de souiller la voirie publique et ses abords ;
11. De fouiller les points de collecte (bulles à verres, à textiles,...) à l'exception du personnel de collecte qualifié, du personnel de l'organisme de gestion des déchets, des fonctionnaires de Police et du personnel communal habilité ;
12. D'ouvrir les récipients se trouvant le long de la voirie, d'en vider le contenu, d'en retirer et/ou d'en explorer le contenu à l'exception du personnel de collecte qualifié, du personnel de l'organisme de gestion des déchets, des fonctionnaires de Police et du personnel communal habilité ;
13. De déposer ou de laisser des récipients le long de la voirie publique à des jours autres que ceux prévus pour la collecte, sauf autorisation écrite et préalable de l'autorité compétente. Lorsqu'ils ne sont pas collectés en même temps que les déchets qu'ils contiennent, les récipients doivent être rentrés le jour même de la collecte ;
14. De présenter des déchets provenant d'autres communes à l'enlèvement lors de tout ramassage de déchets ;
15. De stocker des déchets qui nuisent à la propreté, à l'esthétique du cadre ou qui constituent un danger pour la santé publique, sur des terrains publics ou privés, ou de donner autorisation en ce sens, malgré le fait de propriété.

Article 9 – interdictions particulières

§1^{er} Interdiction concernant la collecte sélective par les bulles des emballages en verre

Il est interdit de déposer dans les bulles à verre ou aux abords de celles-ci tout autre déchet que les emballages vides en verre tels que définis à l'article 2. Il est interdit de déposer des emballages vides en verre à côté des bulles.

§2 Interdictions concernant la collecte sélective en porte-à-porte des papiers/cartons

Il est interdit d'introduire dans la collecte tout déchet autre que les déchets de papiers/cartons tels que définis à l'article 1.6

Il est également interdit d'introduire dans cette collecte des papiers ou des cartons huilés, du papier ciré, du papier carbone, du papier ou du carton souillé, du papier thermique et des cartes munies de pistes magnétiques.

§3 Interdictions concernant la collecte sélective en porte-à-porte des déchets encombrants

Il est interdit d'introduire dans la collecte tout déchet autre que des déchets encombrants tels que définis à l'article 2

Il est également interdit d'introduire dans cette collecte :

- les vêtements ;
- les déchets de travaux (gravas, portes, châssis,...) ;
- les pneus et déchets de carrosserie ;
- les sacs gris et sacs payants ;
- les déchets de plastiques agricoles ;
- les peintures, solvants, produits dangereux ;
- des déchets dont la taille ou le poids ne permet pas une manipulation aisée par deux personnes ;
- les déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- les déchets provenant d'activités commerciales et ou professionnelles ;
- les déchets verts ;
- les PMC et récipients en verre ;
- les papiers, cartons, journaux.

§4 Interdictions concernant la collecte sélective des plastiques agricoles

Il est interdit d'introduire dans la collecte tout déchet autre que les déchets plastiques agricoles tels que définis à l'article 2. Il est également interdit d'introduire dans cette collecte : les films plastiques trop souillés pour en permettre le recyclage ou la valorisation ainsi que les ficelles et le nylon tissé ; les plastiques agricoles considérés comme déchets dangereux.

§5 Interdiction concernant la collecte par poubelles publiques

Les poubelles publiques servent exclusivement pour le dépôt de menus objets utilisés par des passants lors d'une promenade ou à l'occasion d'une consommation de boisson ou d'aliment solide à l'extérieur de leur domicile.

Chapitre 3 – Modalités d'exécution des collectes

Article 10 – Modes de collecte

Les modes de collecte en exécution sur le territoire de la commune de Jurbise sont à ce jour :

1. La collecte en porte à porte des déchets ménagers ;
2. La collecte sélective par les bulles des emballages en verre ;
3. La collecte par le réseau de parcs à conteneurs de l'intercommunale HYGEA ;
4. La collecte par les poubelles publiques ;
5. La collecte des encombrants par la Commune (2 fois par an) ;
6. La collecte des encombrants sur demande à l'HYGEA (toute l'année) ;
7. La collecte sélective en porte-à-porte des papiers-cartons ;

8. La collecte sélective en porte-à-porte des PMC ;
 9. La collecte par conteneurs des plastiques agricoles ;
- Et pourra être complété, par décision du Conseil, de collectes complémentaires.

Article 11 – Information des usagers des horaires de collecte

Un document d'information définissant les modes de collecte et le calendrier de collecte est établi par le collège communal en collaboration avec l'HYGEA. Ces informations sont communiquées aux usagers en début d'année ou à toute autre période au travers du bulletin communal. Chaque usager est tenu de se conformer à ces prescriptions.

Article 12 – Dépôt des déchets pour les collectes en porte à porte

§1^{er} Pour ce qui concerne les collectes en porte-à-porte, les déchets doivent être déposés au plus tôt la veille du jour de collecte après 18 heures et au plus tard le jour de la collecte avant 5 heures 30. Un dépôt tardif ou prématuré constitue une infraction au présent règlement. Par dépôt prématuré, on vise le dépôt qui est réalisé avant 18 heures la veille du jour de la collecte. Par dépôt tardif, on entend le dépôt qui est réalisé après 5 heures 30 le jour de la collecte.

§2 Les déchets sont placés en bordure de voirie devant l'immeuble dont ils sont issus et disposés de telle manière qu'ils ne se dispersent pas sur la voirie, qu'ils soient parfaitement visibles de la rue et qu'on puisse identifier cet immeuble. Le cas échéant, ils sont signalés par tout moyen adéquat.

§3 Après enlèvement de ses déchets, le producteur est tenu de nettoyer la voirie publique s'il s'avère que celle-ci a été souillée par des déchets et que la responsabilité n'en incombe pas au service de collecte.

§4 Au cas où une voirie publique, de par son état ou suite à une circonstance particulière, ne serait pas accessible aux véhicules de collecte à l'heure de passage, le Bourgmestre ou son délégué peut obliger temporairement les producteurs de déchets concernés à placer leurs papiers et leurs cartons sur la voirie publique accessible la plus proche.

Article 13 – Modalités d'exécution de la collecte en porte à porte des déchets ménagers.

Les ordures ménagères sont à déposer à la collecte dans le sac réglementaire. Le sac doit être fermé soigneusement de façon à ne pas souiller la voie publique. En aucun cas le poids du sac n'excédera 15 kg.

L'Administration Communale fournira des sacs pour ordures ménagères par ménage. Il s'agira des sacs de 30 et 60 litres, à savoir :

- 20 sacs de 30 litres pour les isolés
- 20 sacs de 60 litres et 10 sacs de 30 litres pour les ménages de plus d'une personne.

Les rouleaux de sacs fournis par l'Administration communale sont à enlever sur présentation de la carte d'identité auprès de l'Administration communale sise rue du Moustier, 8 à 7050 Jurbise aux dates fixées par l'Administration Communale. Les rouleaux de sacs ne seront distribués qu'après paiement de la taxe immondices.

Tout rouleau de sac supplémentaire peut être acheté auprès des commerces de l'entité.

Article 14 – Modalités d'exécution de la collecte sélective par les bulles des emballages en verre

Par verre nous entendons les flacons, bocaux et bouteilles en verre coloré ou non.

Le verre devra être déposé dans les bulles à verre de l'HYGEA propriété publique.

Le verre devra être trié selon sa couleur : les bulles vertes pour le verre coloré et les blanches pour le verre incolore.

Les emballages en verre devront être bien vidés, sans restes alimentaires et débarrassés de leurs couvercles ou bouchons.

Il est interdit d'y déposer des objets en porcelaine, en céramique, en terre cuite, en opaline et en cristal. Il est également interdit d'y déposer des tasses, des verres à boissons, des vases, des vitres, des miroirs, des ampoules, des tubes néons, etc.

Il est strictement interdit de déposer des déchets aux pieds des bulles à verre sous peine d'amendes.

Article 15 – Modalités d'exécution de la collecte par le réseau de parcs à conteneurs de l'intercommunale IDEA.

Toutes les modalités de collecte par le réseau de parcs à conteneurs sont reprises à l'annexe 1 du présent règlement.

Article 16 – Modalités d'exécution de la collecte des encombrants par la Commune

Les encombrants ménagers sont définis à l'article 2. Les encombrants sont à déposer au parc à conteneurs. Cependant pour faciliter l'élimination des déchets, la commune organise deux fois par an, le ramassage des encombrants. Les dates de collecte sont communiquées conformément à l'article 11.

La quantité maximale déposée ne pourra dépasser les 2 m³. Ces déchets devront être triés, conditionnés ou liés pour être prêts à l'enlèvement.

Les encombrants ménagers sont placés en bordure de voirie devant l'immeuble dont ils sont issus et disposés de telle manière qu'ils ne se dispersent pas sur la voirie, qu'ils soient parfaitement visibles de la rue et qu'on puisse identifier cet immeuble. Le cas échéant, ils sont signalés par tout moyen adéquat.

Après enlèvement de ses déchets, l'usager est tenu de nettoyer la voirie publique s'il s'avère que celle-ci a été souillée par des déchets et que la responsabilité n'en incombe pas au service de collecte.

Article 17 – Modalités d'exécution de la collecte des encombrants sur demande auprès de l'HYGEA.

Les encombrants ménagers sont définis à l'article 2. Les encombrants sont à déposer au parc à conteneurs. Cependant, pour les personnes qui n'ont pas la possibilité de se rendre dans un parc à conteneurs, l'HYGEA organise un service à domicile payant.

Location d'un **conteneur de 20 ou 30 m³** : 125 € (pose et enlèvement) + 147 €/tonne. En cas de non vidange du conteneur endéans le mois, un forfait de 125 € est dû. L'HYGEA collecte à la demande des ménages tous les déchets pouvant être déposés au parc à conteneurs hormis les inertes, l'amiante-ciment et les PMC. Ces déchets devront être triés, conditionnés ou liés pour être prêts à l'enlèvement. La quantité maximale autorisée par enlèvement sera de 6 m³.

Les encombrants ménagers sont placés en bordure de voirie devant l'immeuble dont ils sont issus et disposés de telle manière qu'ils ne se dispersent pas sur la voirie, qu'ils soient parfaitement visibles de la rue et qu'on puisse identifier cet immeuble. Le cas échéant, ils sont signalés par tout moyen adéquat.

Après enlèvement de ses déchets, l'usager est tenu de nettoyer la voirie publique s'il s'avère que celle-ci a été souillée par des déchets et que la responsabilité n'en incombe pas au service de collecte.

Article 18 – Modalités d'exécution de la collecte sélective en porte -à-porte des papiers - cartons

Les papiers/cartons sont définis à l'article 2.

Les papiers/cartons sont à déposer à la collecte ficelés ou dans des caisses en carton. Les papiers et les cartons doivent, préalablement à leur collecte, être conditionnés pour en assurer une manipulation aisée et éviter les envois. En aucun cas, le poids du colis n'excédera 15 kilos.

Il est interdit d'y déposer vos papiers souillés, papier plastifiés, papiers peints encollés, classeurs à anneaux et papier aluminium.

Les papiers et cartons doivent être placés en bordure de voirie devant l'immeuble dont ils sont issus et disposés de telle manière qu'ils ne se dispersent pas sur la voirie, qu'ils soient parfaitement visibles de la rue et qu'on puisse identifier cet immeuble.

Article 19 – Modalités d'exécution de la collecte sélective en porte -à-porte des PMC

Les PMC sont définis à l'article 2. Ils sont triés selon les consignes définies par l'HYGEA.

Les PMC sont à déposer à la collecte dans le sac bleu prévu à cet effet.

Les emballages doivent être bien vidés et sans restes alimentaires.

Il est interdit d'y déposer tous les autres emballages et objets en plastiques (ex : pots de yaourt, barquette de margarine ou de glace, sachets en plastique, etc.), le papier aluminium mais également la frigolite alimentaire, etc.

Les rouleaux de sacs PMC peuvent être acheté auprès des commerces de l'entité.

Article 20 – Modalités d'exécution de la collecte par conteneurs des plastiques agricoles

§1^{er} Afin de permettre le recyclage ou la valorisation des plastiques agricoles, les producteurs de ces déchets qui recourent à la collecte doivent broser et plier leurs plastiques en paquets.

Tout plastique insuffisamment propre ou associé à d'autres matières ne sera pas pris en charge.

§2 Les plastiques sont apportés par les agriculteurs à un endroit désigné par la Commune. Chaque agriculteur est informé par la commune des endroits et horaires de collecte, selon les modalités définies dans le présent règlement.

§3 Tous les plastiques agricoles constituent des déchets dangereux doivent être remis dans les points de collecte spécifiques prévus à cet effet.

Chapitre 4 – Dispositions complémentaires

Article 21 – Producteurs particuliers

§1^{er} Les fêtes de village, les fêtes foraines et autres manifestations, les marchés et les camps de jeunes (en bâtiment ou sur terrain extérieur), sont tenus de respecter les interdictions et obligations visées par le présent règlement. Le Collège délibère sur les modalités pratiques du service qui sont mises à leur disposition, et peut, lorsque le respect des règles de tri n'est pas possible, déroger à celles-ci.

§2 Les médecins, dentistes, vétérinaires et prestataires de soins à domicile de la commune ont l'obligation d'utiliser un centre de regroupement ou d'employer les services d'un collecteur agréé pour se défaire de leurs déchets hospitaliers et de soins de santé de classe B2 au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets hospitaliers et de soins de santé.

Article 22 – Obligations des exploitants d'établissements de denrées alimentaires à consommer hors de l'établissement.

§1^{er} les exploitants de distributeurs automatiques, de boissons, de snack-bars, de friteries, de salons de dégustation et, plus généralement, tous les exploitants d'établissements qui proposent des denrées alimentaires ou de boissons destinées à être consommées en dehors de leur établissement, doivent veiller à ce que des poubelles appropriées et facilement accessibles soient placées, de manière visible, dans les abords immédiats de leur établissement. Ils doivent vider eux-mêmes ces poubelles en temps utile et veiller à la propreté du récipient, de l'emplacement et des abords immédiats de leur établissement.

§2 Si des déchets provenant des poubelles placées à l'extérieur de l'établissement sont abandonnés aux abords immédiats de celui-ci et de façon non conforme au présent règlement, la commune peut les enlever ou les faire enlever d'office, aux frais de l'exploitant.

Article 23 – Obligations des propriétaires de maisons ou d'appartements donnés en location

Les propriétaires de maisons ou d'appartements donnés en location sont tenus de faire appliquer par leurs locataires les prescriptions du présent règlement.

Article 24 – Obligations des propriétaires ou exploitants d'infrastructures touristiques

Les propriétaires ou exploitants d'infrastructures touristiques ou d'accueil temporaire de visiteurs tels que, par exemple, les maisons de jeunes, les campings, gîtes ou camps de jeunesse,...sont tenus de faire appliquer par leurs clients les prescriptions du présent règlement.

Chapitre 5 – Financement

Article 25 – Financement de la gestion des déchets

§1^{er} Conformément à l'arrêté du Gouvernement Wallon du 05 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents, le financement de la gestion des déchets doit être entièrement supporté par l'usager.

§2 La Commune répercute le coût de gestion des déchets provenant de l'activité usuelle des ménages par le biais de règlements-taxi et ce, conformément aux dispositions de l'Arrêté coût-vérité.

Chapitre 6– Infractions

Article 26 – Peine de police

§1^{er} Les contraventions aux dispositions du présent règlement sont passibles d'une amende administrative de 1€ à 250€.

En cas de récidive dans un délai d'un an à dater de la dernière sanction administrative appliquée à un contrevenant, le montant de l'amende pourra être porté jusqu'à 250 €, selon l'appréciation du fonctionnaire désigné.

§2 En outre, en cas de contravention aux dispositions du présent règlement, en plus de l'amende administrative qui peut dans certains cas être infligée, le Collège peut également, le cas échéant,

imposer la suspension administrative ou le retrait administratif de la permission ou de l'autorisation qui aurait été accordée ou encore la fermeture administrative de l'établissement concerné.

§3 L'application de sanctions administratives ou autres ne préjudice en rien au droit pour la Bourgmestre de recourir, aux frais risques et périls du contrevenant, à des mesures d'office nécessaires pour assurer l'exécution matérielle du présent règlement.

§4 Dans le cas de comportement constituant une infraction tant du point de vue pénal que du point de vue administratif, l'article 119 bis§7 et 8 de la Nouvelle Loi communale trouvera à s'appliquer.

§5 L'application des sanctions administratives se fait toujours sans préjudice des restitutions et dommages et intérêts qui pourraient être dus aux parties.

Chapitre 7– Responsabilités

Article 27 – responsabilité pour dommages causés par des récipients mis à la collecte

§1^{er} Les utilisateurs du récipient de collecte sont solidairement responsables de son intégrité jusqu'à la collecte si le récipient est collecté avec les déchets qu'il renferme.

§2 Les utilisateurs sont également solidairement responsables de l'intégrité du récipient laissé en place par les services de collecte lorsque ledit récipient n'est pas collecté avec les déchets qu'il renferme.

§3 La personne ou les personnes qui utilisent des récipients pour la collecte périodique sont responsables des accidents pouvant résulter de leur présence sur la voie publique.

Article 28 – responsabilité pour dommages causés par les objets déposés pour la collecte sélective

Les déchets (papier, cartons, déchets du service à domicile ,...) déposés sur la voirie pour la collecte sont sous la responsabilité civile du déposant jusqu'à la collecte.

Article 29 – responsabilité civile

La personne qui ne respecte pas le présent règlement est civilement responsable des dommages qui pourraient en résulter. La Commune n'est pas responsable des dommages qui résulteraient du défaut d'observation du présent règlement.

Article 30 – services de secours

Les interdictions ou obligations visées au présent règlement ne sont pas applicables aux services de secours dans le cadre de leurs missions.

Chapitre 8– Durée

Article 31 – Entrée en vigueur

Le présent reconduit le règlement précédent adopté en date du 26/11/2008

Chapitre 9– Dispositions transitoires et finales

Article 32 – Dispositions abrogatoires

A la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance, tous les articles des règlements et ordonnances de police antérieurs dont l'objet est réglé par les dispositions de la présente ordonnance sont abrogés de plein droit.

Article 33 – Exécution

La Bourgmestre est chargée de veiller à l'exécution du présent règlement.

TITRE II - Collecte périodique des déchets ménagers et des déchets ménagers assimilés

Article 4 – Objet de la collecte

L'organisme de gestion des déchets organise la collecte périodique des déchets ménagers et des déchets ménagers assimilés de tout usager.

Article 5 – Conditionnement

§1^{er}. Les déchets ménagers et les déchets ménagers assimilés sont impérativement placés à l'intérieur de récipients de collectes réglementaires tels que définis à l'article 1^{er}, 12° de la présente ordonnance.

§2. Les récipients de collectes sont soigneusement fermés de façon à ne pas souiller la voie publique.

§3. Le poids de chaque récipient de collecte soulevé manuellement ne peut excéder 15 kg.

§4. Pour les déchets ménagers assimilés, des récipients de collecte spécifiques peuvent être imposés ou autorisés par le Collège Communal.

Article 6 – Modalités de collecte des déchets ménagers et des déchets ménagers assimilés

§1^{er}. Les déchets ménagers et les déchets ménagers assimilés sont déposés dans les récipients de collecte réglementaires (sacs réglementaires de l'organisme de gestion des déchets de 60 litres ou 30 litres pour les déchets ménagers et conteneurs 1.100 litres pour les déchets assimilés ménagers) devant l'immeuble d'où ils proviennent, au jour fixé par le Collège Communal et au plus tôt la veille à 18 heures. Les collectes pouvant débuter dans certains quartiers dès 5h30 du matin, tout usager prendra ses dispositions afin que les déchets soient sortis à temps. L'usager prendra également toutes les précautions de rigueur compte tenu des circonstances et prévisions météorologiques.

§2. Les récipients de collecte doivent être placés en bord de chaussée, contre la façade ou contre l'alignement, à l'entrée des voies inaccessibles aux véhicules de collecte ou des chemins privés. Ils ne peuvent en aucun cas gêner ou entraver la circulation des usagers de la voie publique et doivent être parfaitement visibles de la rue.

Le dépôt ne peut se faire ni devant la maison ou la propriété voisine, ni au pied des arbres d'alignement, ni autour du mobilier urbain.

§3. Au cas où une voirie publique de par son état ou suite à une circonstance particulière ne serait pas accessible aux véhicules de collecte à l'heure habituelle de passage, le Bourgmestre peut obliger les riverains à placer leurs récipients de collecte dans une autre rue ou à un coin de rue accessible le plus proche de leur habitation. En cas de travaux le Bourgmestre peut obliger l'entrepreneur à placer les récipients de collecte des riverains à un coin de rue accessible pour l'organisme de collecte.

§4. La collecte des déchets ménagers et des déchets ménagers assimilés déposés conformément aux dispositions de la présente ordonnance est réalisée selon les modalités fixées par le Collège Communal.

§5. Pour les déchets ménagers assimilés, des modalités spécifiques (lieux et horaires) de collecte peuvent être imposés ou autorisés par le Collège Communal.

§6. Le calendrier des collectes est communiqué annuellement à la population sous forme d'un dépliant, d'un calendrier ou sous toute autre forme que la Commune ou l'organisme de gestion des déchets jugerait opportune.

§7. Il est permis à l'organisme de collecte de déchets de regrouper les récipients de collecte en divers points sur les trottoirs pour faciliter la prise en charge.

§8. Les déchets ménagers et les déchets ménagers assimilés présentés d'une manière non conforme aux conditions prévues par la présente ordonnance ne sont pas enlevés par l'organisme de collecte de déchets.

§9. Le cas échéant, les récipients de collecte doivent être rentrés le jour même de la collecte.

§10. Après enlèvement des déchets, l'occupant de l'immeuble dont ils sont issus est tenu de nettoyer la voie publique s'il s'avère que celle-ci a été souillée par leur présence.

§11. Si pour quelque raison que ce soit (neige, verglas, grève,...), le ramassage n'a pas été effectué, les récipients de collecte et, d'une manière générale, les déchets non enlevés le jour de la collecte par l'organisme chargé de la collecte doivent être rentrés par les personnes les ayant déposés et ce, le jour même à 20 heures au plus tard.

Article 7 – Dépôt anticipé ou tardif

Un dépôt anticipé ou tardif constitue une infraction à la présente ordonnance. Par dépôt anticipé, on vise le dépôt qui ne respecte pas les modalités d'horaire fixées par la présente ordonnance. Par dépôt tardif, on entend le dépôt qui est réalisé après le passage de l'organisme chargé de la collecte de déchets.

Article 8 – Pouvoirs du Bourgmestre de contrôler la bonne évacuation des déchets non collectés par l'organisme de gestion

En vertu de l'article 133 de la Nouvelle Loi communale, afin de constater que le Décret est bien appliqué, le Bourgmestre peut se faire produire le contrat passé entre le producteur des déchets non collectés par la commune et un collecteur agréé ou autorisé.

Tout refus de produire ce document est passible des sanctions de la présente ordonnance.

Titre III – Collectes sélectives de déchets en porte-à-porte

Article 9 – Objet des collectes en porte-à-porte

L'organisme de gestion des déchets peut organiser des collectes sélectives en porte-à-porte de déchets pour les catégories de déchets énumérés à l'article 1, 5° de la présente ordonnance.

Article 10 – Modalités générales de collectes sélectives et présentation des déchets

§1^{er}. Le type et le rythme des collectes sont déterminés par l'organisme de gestion des déchets.

§2. Le calendrier des différentes collectes est communiqué annuellement à la population sous forme d'un dépliant, d'un calendrier ou sous toute autre forme que la Commune ou l'organisme de gestion des déchets jugerait opportune.

§3. Les modalités générales de collectes sélectives sont celles déterminées aux articles 5 et 6 de la présente ordonnance.

Article 11 – Modalités spécifiques pour la collecte des PMC

Les PMC triés selon les consignes définies par l'organisme de gestion de ces déchets doivent être placés dans les récipients de collecte mis à la disposition des habitants à l'initiative de cet organisme, sacs bleus de 60 litres pour les PMC ménagers et sacs bleus 120 litres ou conteneurs 1.100 litres pour les PMC assimilés ménagers et habitat vertical.

Certaines communes peuvent intégrer le principe d'autocollant de refus et la manière de procéder en cas d'apposition de celui-ci sur un récipient de collecte

Article 12 - Modalités spécifiques pour la collecte des papiers et cartons

Les papiers et cartons triés selon les consignes définies par l'organisme de gestion de ces déchets doivent être conditionnés (colis ficelés ou placés dans des boîtes en carton dont les rabats sont refermés ou dans des sacs en papier de maximum 15 kg ou tout autre récipient de collecte défini par l'organisme de gestion des déchets, conteneurs 1.100 litres pour les assimilés ménagers ou habitat vertical) de façon à ne pas se disperser sur la voie publique.

Certaines communes peuvent intégrer le principe d'autocollant de refus et la manière de procéder en cas d'apposition de celui-ci sur un récipient de collecte

Article 13 - Collectes sélective sur demande

L'organisme de gestion des déchets peut organiser l'enlèvement de déchets énumérés à l'article 1, 6° de la présente ordonnance à l'exception des PMC, des inertes et de l'amiante-ciment et ce, sur demande expresse et moyennant respect des modalités déterminées par le Collège Communal.

Ces collectes spécifiques sur demande sont soumises à conditions selon l'annexe concernant le service à domicile ci-jointe.

Titre IV – Points spécifiques de collecte de déchets

Article 14 - Collectes spécifiques en un endroit précis

La commune peut organiser l'enlèvement des déchets de forains, de campings, de centres de vacances, de brocantes, de marchés de Noël,... rassemblés sur des emplacements et dans des récipients de collectes déterminés par le Collège Communal.

Ces collectes spécifiques sont soumises à redevance en vertu du règlement-redevance adopté par le Conseil communal en date du ...

Article 15 - Parcs à conteneurs

§1^{er}. Certains déchets ménagers énumérés à l'article 1,5° de la présente ordonnance peuvent être triés et amenés aux parcs à conteneurs où ils seront acceptés gratuitement, moyennant le respect des consignes de tri imposées par l'organisme de gestion de ces déchets.

§2. Les utilisateurs du parc à conteneurs sont tenus de se conformer à son règlement d'ordre intérieur et aux injonctions du personnel sur les lieux.

§3. La liste et les quantités de déchets acceptés, la liste des parcs à conteneurs ainsi que le règlement d'ordre intérieur sont affichés dans chaque parc à conteneurs et peuvent être obtenu sur simple demande auprès de l'administration communale ou du parc à conteneurs ou de l'organisme de gestion de ces déchets. Ces informations peuvent être également proposées à la population sous forme d'un dépliant, d'un guide pratique ou sous toute autre forme que la Commune ou l'organisme de gestion des déchets jugerait opportune.

Article 16 - Points spécifiques de collecte

§1^{er}. L'organisme de gestion des déchets peut mettre à la disposition des usagers des points spécifiques de collectes (bulles à verre, à textile,...) afin qu'ils puissent y déverser les déchets destinés au recyclage ou à la valorisation.

§2. S'il s'agit de déchets ménagers ou ménagers assimilés de verre, ils peuvent être déversés dans une bulle à verre, moyennant le respect des consignes de tri imposées par l'organisme de gestion de ces déchets.

§3. S'il s'agit de déchets ménagers ou ménagers assimilés constitués de textiles, ils peuvent être déposés dans des points fixes de collecte, moyennant le respect des consignes de tri imposées par l'organisme de collecte de ces déchets.

§4. S'il s'agit de déchets ménagers ou ménagers assimilés constitués de piles ou batteries, ils peuvent être déposés dans des points fixes de collecte, moyennant le respect des consignes de tri imposées par l'organisme de collecte de ces déchets.

§5. S'il s'agit de déchets de plastiques agricoles non dangereux, ils peuvent être déposés par les agriculteurs et les exploitants d'entreprises agricoles au parc à conteneurs ou tout autre point désigné par la Commune moyennant le respect des consignes de tri et des périodes imposées par l'organisme de gestion de ces déchets.

§6. Afin de veiller à la tranquillité publique, tout dépôt de déchets aux points de collecte visés par le §2 et 3 du présent article ne peut s'effectuer entre 22 heures et 6 heures.

§7. Chaque point de collecte ayant sa spécificité, il est interdit d'y déposer des déchets non conformes.

§8. L'abandon de déchets autour des points de collectes spécifiques est strictement interdit.

§9. De plus, il est interdit d'abandonner des déchets spécifiquement collectés autour de ces points de collectes même lorsqu'ils sont remplis. Dans ce cas, l'usager est invité à en informer l'organisme de gestion des collectes et à verser ces déchets dans un autre point de collecte spécifique.

Titre V - Interdictions diverses

Article 17 - Ouverture de récipients destinés à la collecte

Il est interdit d'ouvrir les récipients se trouvant le long de la voirie, d'en vider le contenu, d'en retirer et/ou d'en explorer le contenu, à l'exception du personnel de collecte qualifié, du personnel de l'organisme de gestion des déchets, des fonctionnaires de Police et du personnel communal habilité.

Article 18 – Fouille des points spécifiques de collecte

Il est interdit à quiconque de fouiller les points spécifiques de collectes (bulles à verre, à textile,...), à l'exception du personnel de collecte qualifié, du personnel de l'organisme de gestion des déchets, des fonctionnaires de Police et du personnel communal habilité.

Article 19 - Interdiction de déposer les objets susceptibles de blesser ou de contaminer dans les récipients de collecte

Il est interdit de déposer dans les récipients destinés à la collecte tout objet susceptible de blesser ou contaminer le personnel chargé de l'enlèvement des déchets (tessons de bouteilles, seringues,...).

Article 20 - Dépôts de récipients destinés à la collecte en dehors des fréquences prévues

§1^{er}. Il est interdit de déposer ou de laisser des récipients le long de la voirie publique à des jours autres que ceux prévus pour la collecte, sauf autorisation écrite et préalable de l'autorité compétente.

§2. Lorsqu'ils ne sont pas collectés en même temps que les déchets qu'ils contiennent, les récipients doivent être rentrés le jour même de la collecte.

§3. Il est interdit de présenter des déchets provenant d'autres Communes à l'enlèvement lors de tout ramassage de déchets.

Article 21 – Interdiction diverses

§1^{er}. Il est interdit, sauf autorisation écrite et préalable du Bourgmestre, d'emporter les déchets présentés à l'enlèvement. Seul l'organisme chargé de la collecte des déchets et mandaté à cet effet est habilité à collecter les déchets.

§2. Il est interdit, sauf autorisation préalable et écrite de l'autorité compétente, de stocker des déchets qui nuisent à la propreté, à l'esthétique du cadre ou qui constituent un danger pour la santé publique, sur des terrains publics ou privés, ou de donner autorisation en ce sens, malgré le fait de propriété.

§3. Il est interdit de placer des déchets ménagers et des déchets ménagers assimilés à côté ou sur le récipient de collecte (p.e. : bidon accroché à un sacs pour PMC, sac non-conforme sur le conteneur,...).

§4. Il est strictement interdit de mettre à l'enlèvement des matières ou objets corrosifs, inflammables, toxiques, ou dangereux pour l'environnement ou la santé humaine. Pour ces déchets, il sera fait appel à des collecteurs dûment autorisés par l'autorité régionale.

Titre VI – Régime taxatoire

Article 22 - Taxation

La Commune répercute le coût de gestion des déchets provenant de l'activité usuelle des ménages par le biais de règlements-taxe et ce, conformément aux dispositions de l'Arrêté coût-vérité.

Titre VII - Sanctions

Article 23 - Sanctions administratives

§1^{er}. Les contraventions aux dispositions du présent règlement sont passibles d'une amende administrative de 1 € à 250 €.

En cas de récidive dans un délai d'un an à dater de la dernière sanction administrative appliquée à un contrevenant, le montant de l'amende pourra être porté jusqu'à 250 €, selon l'appréciation du fonctionnaire désigné.

§2. En outre, en cas de contravention aux dispositions du présent règlement, en plus de l'amende administrative qui peut dans certains cas être infligée, le Collège peut également, le cas échéant, imposer la suspension administrative ou le retrait administratif de la permission ou de l'autorisation qui aurait été accordée ou encore la fermeture administrative de l'établissement concerné.

§3. L'application de sanctions administratives ou autres ne préjudicie en rien au droit pour le Bourgmestre de recourir, aux frais risques et périls du contrevenant, à des mesures d'office nécessaires pour assurer l'exécution matérielle du présent règlement.

§4. Dans le cas de comportement constituant une infraction tant du point de vue pénal que du point de vue administratif, l'article 119bis §7 et 8 de la Nouvelle Loi communale trouvera à s'appliquer.

§5. L'application des sanctions administratives se fait toujours sans préjudice des restitutions et dommages et intérêts qui pourraient être dus aux parties.

Titre VIII - Responsabilités

Article 24 - Responsabilité pour dommages causés par des récipients mis à la collecte

Les utilisateurs du récipient de collecte sont solidairement responsables de son intégrité jusqu'à la collecte si le récipient est collecté avec les déchets qu'il renferme.

Les utilisateurs sont également solidairement responsables de l'intégrité du récipient laissé en place par les services de collecte lorsque ledit récipient n'est pas collecté avec les déchets qu'il renferme.

La personne ou les personnes qui utilisent des récipients pour la collecte périodique sont responsables des accidents pouvant résulter de leur présence sur la voie publique.

Article 25 - Responsabilité pour dommage causés par les objets déposés pour la collecte sélective

Les déchets (papiers cartons, déchets du service à domicile,...) déposés sur la voirie pour la collecte sont sous la responsabilité civile du déposant jusqu'à la collecte.

Article 26 - Responsabilité civile

La personne qui ne respecte pas le présent règlement est civilement responsable des dommages qui pourraient en résulter. La Commune n'est pas responsable des dommages qui résulteraient du défaut d'observation du présent règlement.

Article 27 - Services de secours

Les interdictions ou obligations visées au présent règlement ne sont pas applicables aux services de secours dans le cadre de leurs missions.

Titre IX – Dispositions abrogatoires et diverses

Article 28 - Dispositions abrogatoires

A la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance, tous les articles des règlements et des ordonnances de police antérieurs dont l'objet est réglé par les dispositions de la présente ordonnance sont abrogés de plein droit.

Article 29 - Exécution

Le Bourgmestre est chargé de veiller à l'exécution du présent règlement.

5. Finances – Modification Budgétaire n°1 – Exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame du Perpétuel Secours à Masnuy-Saint-Jean – approbation

La modification budgétaire n°1, exercice 2016, de la Fabrique est approuvée avec 17 voix pour et 2 abstentions

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 24/10/2016 par laquelle le conseil de la fabrique d'église Notre Dame du perpétuel Secours à Masnuy-Saint-Jean a décidé d'arrêter la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2016 ;

Attendu que la modification budgétaire n°1 de la fabrique d'église de l'exercice 2016, réceptionné en date du 25/10/2016 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 21.481,88 €

Dépenses totales : 21.481,88 €

Considérant qu'aucun supplément communal n'est sollicité ;

Considérant la décision de l'Evêché de Tournai du 07/11/2016 approuvant la modification budgétaire n° 1 de l'exercice 2016 sans remarque ;

Considérant que la vérification de la modification budgétaire n°1 n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à 17 voix « pour » et 2 « abstentions »

La modification budgétaire n°1 de l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Notre Dame du Perpétuel Secours à Masnuy-Saint-Jean est approuvée.

6. Finances – Modification Budgétaire n°1 – Exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint-Eloi de Jurbise– approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 03/10/2016 par laquelle le conseil de la fabrique d'église Saint-Eloi de Jurbise a décidé d'arrêter la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2016 ;

Attendu que la modification budgétaire n°1 de la fabrique d'église de l'exercice 2016, réceptionné en date du 12/10/2016 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 29.792,60 €

Dépenses totales : 29.792,60 €

Considérant qu'un supplément communal pour les frais ordinaires du culte d'un montant de 588,40 € est sollicité ;

Considérant la décision de l'Evêché de Tournai du 13/10/2016 approuvant la modification budgétaire n° 1 de l'exercice 2016 sous réserve des modifications suivantes :

- « A l'avenir, il y a lieu d'annexer le p-v de délibération du Conseil de Fabrique d'église, signé et daté » ;

Considérant que la vérification de la modification budgétaire n°1 n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à 17 voix « pour » et 2 « abstentions » :

La modification budgétaire n°1 de l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint-Eloi de Jurbise est approuvée.

7. Finances – Modification Budgétaire n°1 – Exercice 2016 de l'Eglise Protestante de Baudour – Herchies - approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 18/07/2016 par laquelle le conseil de l'Eglise Protestante de Baudour a décidé d'arrêter la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2016 ;

Attendu que la modification budgétaire n°1 de l'Eglise Protestante de l'exercice 2016, réceptionné en date du 12/10/2016 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 33.592,59 €

Dépenses totales : 33.592,59 €

Considérant qu'un supplément communal pour les frais ordinaires du culte d'un montant de 2.192,50€ € est sollicité ;

Considérant que la vérification de la modification budgétaire n°1 n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à 17 voix « pour » et 2 « abstentions » :

La modification budgétaire n°1 de l'exercice 2016 de l'Eglise Protestante de Baudour est approuvée.

8. Finances – Modification Budgétaire n°2 – Exercice 2016 de l'Eglise Protestante de Baudour – Herchies – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 10/10/2016 par laquelle le conseil de l'Eglise Protestante de Baudour a décidé d'arrêter la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2016 ;

Attendu que la modification budgétaire n°2 de l'Eglise Protestante de l'exercice 2016, réceptionné en date du 14/10/2016 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 48.944,73 €

Dépenses totales : 48.944,73 €

Considérant qu'un supplément communal pour les frais extraordinaires du culte d'un montant de 3.838,03€ € est sollicité ;

Considérant que la vérification de la modification budgétaire n°2 n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à 17 voix « pour » et 2 « abstentions » :

La modification budgétaire n°2 de l'exercice 2016 de l'Eglise Protestante de Baudour est approuvée.

9. Finances – Budget 2017 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame de Vacresse - approbation

Monsieur Breuse interroge le Collège communal quant à la poursuite de l'existence de cette Fabrique d'Eglise. L'Echevin des Finances lui confirme que des enterrements sont toujours bien organisés dans l'Eglise gérée par cette Fabrique, et que cette dernière demeure responsable de l'entretien des bâtiments appartenant ou gérés par la Fabrique.

Monsieur Delhayé établit un parallèle avec la situation à Masnuy-Saint-Jean Village, ce à quoi la Présidente et l'Echevin des Finances précisent ne pas disposer de davantage d'informations au sujet de cette Eglise, une réunion ayant toutefois été proposée par l'Evêché de Tournai, courant 2017, afin de débattre des Fabriques d'Eglise de la commune.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 30/09/2016 par laquelle le conseil de la fabrique d'église Notre-Dame de Vacresse a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2017 ;

-

Attendu que le budget de la fabrique d'église pour l'exercice 2017, réceptionné en date du 11/10/2016 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 7.218,50€

Dépenses totales : 7.218,50€

Solde : 0,00 €

Considérant qu'une intervention communale d'un montant de 7.218,50 € a été inscrite à l'ordinaire du budget de la fabrique d'église ;

Considérant la décision de l'Evêché de Tournai du 13.10.2016 approuvant le budget sous réserve des modifications suivantes :

- « A l'avenir, il y a lieu d'annexer le p-v de délibération du Conseil de Fabrique d'église, signé et daté » ;

Considérant que la vérification dudit budget n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à 18 voix « pour », 1 voix « contre » et 1 « abstention » :

Le budget 2017 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame de Vacresse est approuvé.

La récapitulation du budget 2017 est arrêtée comme suit :

	Budget 2017
Total recettes	7.218,50 €
Total dépenses	7.218,50 €
Résultat	0,00

Madame Mauroy-Moulin-Stalpaert intègre la séance.

10. Finances - Modification budgétaire n°2 de l'Exercice 2016 des services ordinaire et extraordinaire du CPAS de Jurbise – **approbation**

Monsieur Delhayé s'interroge quant au déséquilibre constaté au service extraordinaire du CPAS. Le Président du CPAS lui confirme toutefois que cette situation est fréquente et normale, et susceptible d'être liée, par exemple à des queues d'emprunt d'exercices précédents.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,
Approuve, à l'unanimité, La modification budgétaire n°2 du CPAS, exercice 2016.

- 11. Finances –** Octroi d'une avance de fonds récupérable sans intérêt au bénéfice de l'ASBL « Amicale Léon Maistriau ». Projet de convention entre la Commune et l'ASBL et désignation de Madame la Bourgmestre et de Monsieur le Directeur général pour représenter la Commune de Jurbise à la signature de la convention
- approbation

Monsieur Delhay s'interroge sur la localisation précise de cette ASBL ainsi que sur la manière dont elle est structurée. La Présidente lui répond.

Madame Senecaut estime que la situation telle que présentée semble laisser supposer qu'il ne s'agit pas, dans le cas présent, d'un problème de gestion ponctuel, mais bien d'une problématique structurelle. L'Echevin des Finances précise que le budget de l'ASBL est presque à l'équilibre, et que ce sont essentiellement les frais découlant du paiement des lois sociales qui ont contribué à aggraver la situation.

Madame Senecaut estime toutefois qu'il peut être dangereux « d'ouvrir les robinets » pour une ASBL en particulier, et pose la question de la position qui sera adoptée par la Commune à l'égard d'autres demandeurs éventuels dans le futur. Elle propose qu'un rapport circonstancié, qui décrirait les perspectives de viabilité de l'ASBL, et par lequel ses responsables s'engageraient, si nécessaire, à rembourser le montant d'avance consenti par la Commune, soit sollicité en complément de la convention dont il est ici question. Madame Senecaut déplore également le fait de ne pas avoir pu prendre connaissance de ce projet de convention.

Tout en rappelant à Madame Senecaut que les dossiers sont à disposition des conseillers communaux auprès du Directeur général, la Présidente met l'accent sur sa responsabilité en tant que Bourgmestre à l'égard des parents et des enfants qui bénéficient des services de cette Maison d'enfants. Elle rappelle également que l'objet et le but de la convention ici présentée sont, justement, d'encadrer les modalités de l'avance consentie et du remboursement par l'ASBL. Enfin, la Présidente lit la convention dans son intégralité.

Avant de procéder au vote et en réponse à la question de Madame Senecaut, la Présidente confirme qu'un rapport portant sur la viabilité de l'ASBL sera sollicité auprès des représentants de celle-ci.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la Circulaire du 30 mai 2013 du Ministre Paul Furlan, en charge des Pouvoirs locaux et de la Ville ;

Vu la délibération du 15 juillet 2014 du Conseil communal, décidant d'adapter le Règlement général du 3 août 2010 relatif à l'octroi des primes, subsides et mises à disposition occasionnelles de matériel, personnel ou local, et donnant délégation au Collège communal pour la gestion et l'organisation des aides financières, matérielles, logistiques, humaines octroyées aux différentes Associations, Sociétés, ASBL et personnes physiques pour les exercices 2014 à 2019, et ce conformément au Règlement général susvisé ;

Attendu qu'en date du 12 novembre 2016, le Collège communal de Jurbise a été informé par le Secrétaire-Trésorier de l'ASBL « Amicale Léon Maistriau », Monsieur Stacy Monnaux, de la situation financière particulièrement difficile dans laquelle se trouve, depuis quelques années, la Maison d'enfants « Les Mini Pouss », sise route d'Ath 241 à 7050 Jurbise ;

Attendu que les pièces comptables transmises par Monsieur Monnaux font état de difficultés financières et de dettes récurrentes, tant au niveau fiscal et salarial qu'à l'égard des fournisseurs de la maison d'enfants, depuis l'exercice comptable 2013 ;

Attendu que pour le seul exercice 2015, outre le fait que le bilan entre recettes et dépenses fait apparaître un mali de 2.354,21 €, il peut être constaté que l'ASBL est endettée à hauteur de 17.107,37 €, montant réparti comme suit :

- Dettes fiscales : 8.089,96 €
- Dettes salariales : 2.706 €
- Autres dettes : 6.311,41 €

Attendu qu'à l'analyse du bilan comptable, exercice 2015, de l'ASBL, les principales rentrées financières de l'ASBL proviennent des contributions parentales (54.737,50 €) et des subsides du FOREM (36.414,69 €), montants qui ne couvrent pas, à eux seuls, les frais découlant des principales dépenses de l'ASBL, à savoir les charges locatives (22.273,71 €), les charges relatives aux cotisations patronales et aux services prestés par les secrétariats sociaux (20.961,56 €) et les charges salariales (51.919,36 €) ;

Attendu qu'au cours d'une réunion qui s'est tenue le mercredi 16 novembre 2016 entre les représentants de l'ASBL, à savoir Messieurs Raoul Rolin, Président, et Stacy Monnaux, Secrétaire-Trésorier, et ceux de la Commune et du CPAS de Jurbise, il est apparu que l'Administration des Finances a ordonné une saisie-arrêt sur le compte en banque de l'ASBL depuis le 7 novembre 2016, et invité certains parents, dont les enfants fréquentent la maison d'enfants, à verser directement au SPF Finances leur contribution pour les frais de garde de leurs enfants ;

Attendu que les responsables de l'ASBL ont également informé ceux de la Commune et du CPAS qu'une audience était prévue afin de statuer sur les arriérés de l'ASBL en matière d'ONSS ;

Attendu qu'au cours de cette même rencontre, les représentants de l'ASBL ont interrogé les représentants de la Commune et du CPAS sur la possibilité de voir la Commune et/ou le CPAS de Jurbise leur apporter un soutien financier susceptible non seulement de permettre d'éviter la dissolution de l'ASBL et la fermeture de la maison d'enfants « Les Mini Pouss », mais aussi de garantir la pérennité de cette dernière sur le long terme ;

Considérant que l'ASBL « Amicale L. Maistriau » a été constituée le 3 novembre 2006 par enregistrement auprès du Tribunal de Commerce de Mons ; qu'il s'agit par conséquent d'une personne morale privée, sans lien organique ou fonctionnel avec la Commune ou le CPAS de Jurbise, et qu'elle repose aujourd'hui, à la lecture des derniers actes publiés le 23 juin 2011 au Moniteur belge, sur un Conseil d'Administration de trois personnes, à savoir Messieurs Rolin (Président), Monnaux (Secrétaire-Trésorier) et Thierry Jongen (Vice-président) ;

Considérant que conformément à l'article L3331-1, §1^{er} du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Titre 3 de ce même Code s'applique à toute subvention visée à l'article L3331-2, octroyée par les communes ;

Considérant que conformément à l'article L3331-1, §2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le bénéficiaire d'une subvention est soit une personne physique, soit une personne morale, soit une association dépourvue de la personnalité juridique ;

Considérant que suite à sa délibération du 15 juillet 2014 susvisée, le Conseil communal a procédé à l'adaptation de son Règlement général d'octroi des primes, subsides et mises à disposition occasionnelles de matériel, personnel ou local ;

Considérant que conformément à la Circulaire du 30 mai 2013 du Ministre Paul Furlan, en charge des Pouvoirs locaux et de la Ville, ainsi que conformément au Règlement général d'octroi des primes, subsides et mises à disposition occasionnelles de matériel, personnel ou local de la Commune de Jurbise, il y a lieu d'entendre, par subvention, toute prime, tout subside et toute mise à disposition occasionnelle de matériel, personnel ou local, ainsi que toute contribution, avantage ou aide en faveur d'ASBL, de sociétés, d'association de fait de toute nature ou de personnes physiques, en ce compris les avances de fonds récupérables consenties sans intérêt, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles à l'intérêt général ;

Considérant que conformément au Règlement communal susvisé, en ce qui concerne les subventions financières, celles-ci ne seront susceptibles d'être accordées qu'à la condition que les crédits nécessaires aient été prévus et approuvés par le Conseil communal ;

Considérant qu'il est de l'intérêt de la Commune de Jurbise, au regard de l'offre de service existante dans l'arrondissement de Mons-Borinage en matière de garde d'enfants, de soutenir les infrastructures publiques comme privées susceptibles de rencontrer les besoins de la population jurbisienne ;

Considérant en effet que près de la moitié des enfants accueillis par la maison d'enfants « Les Mini Pouss » sont domiciliés sur l'entité de Jurbise, tandis que la majorité des autres enfants proviennent des communes proches et avoisinantes de Mons, Soignies ou Saint-Ghislain ;

Considérant que l'urgence de la situation évoquée par les représentants de l'ASBL « Amicale L. Maistriau » est telle, que le risque est réel, pour les familles comme pour les membres du personnel, de voir l'ASBL dissoute avant la fin de l'année 2016, et la maison d'enfants, fermée ;

Considérant que le Collège communal a émis la proposition, en séance du 16 novembre 2016, d'octroyer à l'ASBL « Amicale L. Maistriau », une avance de fonds récupérable sans intérêt d'un montant de 20.000 €, montant qui devrait permettre à l'ASBL d'épurer l'intégralité de ses dettes pour l'exercice 2016, d'honorer les salaires du personnel pour ce même exercice et d'assurer la pérennité de la maison d'enfants « Les Mini Pouss » ;

Considérant que l'octroi de cette avance de fonds serait conditionné :

- à la prévision des voies et moyens nécessaires au Budget communal 2017, services ordinaire et extraordinaire, tant en dépenses qu'en recettes ;
- à l'établissement d'une convention détaillant le mode d'octroi de cette avance de fonds, ainsi que les modalités de récupération de cette avance et les conditions fixées par la Commune ;
- à l'approbation, par le Conseil communal, quant à l'octroi de cette avance de fonds, ainsi que sur les modalités détaillées à travers la convention ci-annexée ;

Considérant qu'un exemplaire de cette décision du Collège communal a d'ores et déjà été envoyé aux responsables de l'ASBL, pour information et dans l'attente de l'approbation du Conseil communal sur cette proposition, afin de la faire valoir auprès des différents créanciers de l'ASBL, et notamment le SPF Finances – Administration générale de la Perception et du Recouvrement ;

Considérant que cette démarche avait pour objet de permettre à l'ASBL d'informer ses créanciers mais également de les rassurer quant aux pistes de solution envisagées pour clôturer l'exercice 2016, et pour entamer l'exercice 2017 ;

Considérant que la convention évoquée ci-dessus serait annexée à la présente délibération, ainsi qu'à la délibération du Collège communal du 16 novembre 2016 ;

Considérant que l'octroi de cette avance de fonds et l'établissement de cette convention, ne font nullement obstacle à l'établissement de propositions et de mesures complémentaires destinées, elles aussi, à asseoir l'existence de la maison d'enfants dans la continuité ;

Considérant notamment que l'une des mesures décidées en partenariat avec les autorités du CPAS, repose sur la confection par le CPAS des repas destinés aux enfants de la maison d'enfants « Les Mini Pouss », et la mise à disposition d'un agent sous contrat Art.60 §7, qui sera affecté à des tâches d'entretien de la maison d'enfants ;

Considérant que les voies et moyens nécessaires ont été prévus aux services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2017 du Budget communal, articles 835/82051 :20170029.2017 (dépenses) et 060/99551 :20170029.2017 (recettes) ;

Considérant qu'il est proposé de désigner Madame la Bourgmestre et Monsieur le Directeur général pour représenter la Commune de Jurbise à la signature de la convention qui sera conclue entre la Commune et l'ASBL « Amicale L. Maistriau » ;

Sur proposition du Collège communal, en sa séance du 16 novembre 2016 :

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à 16 voix « pour », et 4 « abstentions » :

Article 1er. : De marquer son accord sur l'octroi d'une avance de fonds récupérable sans intérêt d'un montant de 20.000 €, au bénéfice de l'ASBL « Amicale L. Maistriau », sise route d'Ath 241 à 7050 Jurbise. Cette avance de fonds sera intégralement et spécifiquement dédiée à la maison d'enfants « Les Mini Pouss ».

Article 2. : Ce montant devra permettre à l'ASBL d'épurer l'intégralité de ses dettes pour l'exercice 2016, d'honorer les salaires du personnel de la maison d'enfants « Les Mini Pouss » pour ce même exercice et d'assurer la pérennité de cette dernière.

Article 3. : L'octroi de cette avance de fonds est conditionné à la signature et au respect de la convention ci-annexée, convention détaillant le mode d'octroi de cette avance de fonds ainsi que les modalités de récupération de cette avance et les conditions fixées par la Commune.

Article 4. : La convention entre la Commune et l'ASBL « Amicale L. Maistriau » sera annexée à la présente délibération, ainsi que la délibération du Collège communal du 16 novembre 2016.

Article 5. : Madame la Bourgmestre et Monsieur le Directeur général sont désignés pour représenter la Commune à la signature de ladite convention.

Article 6. : Un exemplaire de la présente délibération sera transmis à Monsieur le Directeur financier pour disposition. Un exemplaire signé de la convention, annexée aux délibérations de la Commune, sera également remis aux représentants de l'ASBL.

**12. Finances – montant de dotation en faveur de la Zone de secours Hainaut centre –
approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la Loi du 15 mai 2007 relative à la réforme de la sécurité civile et spécifiquement ses articles 51, 67 et 68 ;

Vu la Loi du 31 décembre 1963 sur la Protection civile ;

Vu l'Arrêté royal du 2 février 2009 déterminant la délimitation territoriale des zones de secours ;

Vu l'Arrêté royal du 10 juillet 2013 relatif à la méthode de calcul du nombre de voix dont dispose un conseiller zonal au sein du conseil de la zone de secours ;

Vu la Circulaire ministérielle du 09 juillet 2012 relative à la réforme de la sécurité civile – prézones dotées de la personnalité juridique ;

Considérant que le conseil de la prézone Hainaut Centre du 24 septembre 2014 a décidé le passage en zone au 1^{er} janvier 2015;

Considérant que le Conseil de la zone Hainaut a décidé de fixer une clef de répartition permettant de déterminer un pourcentage final qui exprimera la contribution communale dans la contribution globale, pourcentage final qui sera atteint progressivement au cours des trois ou cinq années à venir, selon le pourcentage contributif de la commune variant à la hausse ou à la baisse;

Considérant le courrier du président de la zone du 28 novembre dernier portant, notamment, sur le montant des dotations communales ;

Considérant que la dotation de la commune de Jurbise à la zone s'élève à 566.115,17€ ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1. - D'inscrire au budget communal de l'exercice 2017, le montant de 566.115,17 € correspondant à la dotation communale de Jurbise afin de financer la zone de secours du Hainaut Centre.

Article 2. - De marquer son accord sur la clef de répartition des dotations communales à la zone de l'année 2017.

Article 3. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition, ainsi qu'à Monsieur le président de la zone.

12bis Finances – montant de dotation en faveur de la Zone de police Sylle et Dendre – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu la Loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et notamment les articles 33, 38 à 41, 71 à 84, 88 et 208 qui concernent les questions budgétaires et comptables;

Vu la circulaire ministérielle traitant les directives pour l'établissement du budget de police exercice 2017 à l'usage de la Zone ;

Vu la circulaire ministérielle du 16 juillet 2015 traitant les directives pour l'établissement du budget communal ;

Vu la délibération du 17 novembre 2016 du Conseil de police de la Zone de police Sylle et Dendre, approuvant le projet de Budget de la Zone pour l'exercice 2017 et fixant la répartition des différentes dotations communales des Communes membres ;

Attendu qu'une dépense de transfert d'un montant de 801.859,09 euros est inscrite au budget communal de l'exercice 2017, aux fins d'une dotation à la zone de police ;

Attendu qu'une dépense de transfert d'un montant de 85.308,73 euros est inscrite au budget communal de l'exercice 2017, en guise de participation communale pour l'agent de police dédié à la Commune de Jurbise ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article unique : d'octroyer une dotation communale de 887.167,82 euros pour l'année 2017 à la zone de police Sylle & Dendre et de transmettre la présente résolution au Comptable spécial de la Zone, à Monsieur le Directeur Financier et aux autorités de Tutelle.

13. Finances – Budget communal des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2017 – adoption

L'Echevin des Finances présente le Budget communal 2017, placé cette année sous le signe de « *l'enthousiasme à la base du progrès* ».

A la suite de cette présentation, Monsieur Delhay demande à connaître les raisons de nouvelles dépenses ou de nouveaux crédits dans certains articles liés à la Ducasse de Jurbise ou à la Plateforme des Aînés. L'Echevin des Finances lui précise qu'il s'agit simplement d'écritures comptables simplifiées, permettant d'identifier plus facilement les frais et rentrées relatifs à ces postes.

Monsieur Delhay réitère ses réserves à l'égard du crédit spécial de recettes ainsi que ses conseils de prudence adressés à la majorité quant aux montants qui y sont repris et à la technique utilisée. L'Echevin des Finances lui rappelle toutefois, une fois de plus, que le recours à ce crédit spécial est parfaitement conforme aux prescriptions de la Circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, et que le Fonds de réserve de la Commune est suffisamment fourni que pour se prémunir d'éventuels accidents.

Madame Senecaut interroge la majorité quant à l'utilité d'un montant de 750 € qui serait consacré à des échanges linguistiques, et quant à la confirmation du montant promis à TéléMB. La Présidente lui répond.

Pour le Groupe PS, Madame Senecaut lit ensuite le communiqué suivant

« Est-ce le signe d'un essoufflement ? Depuis le début de la mandature, les budgets de la commune étaient marqués du sceau d'une thématique précise, sensée orienter la politique de l'année. Le budget 2017 en est démun. Ce n'est plus l'année de la sécurité, ni celle des aînés.

Est-ce donc l'année de transition ? L'année de la simple gestion ?

En tous les cas, le projet de budget ne comporte aucun souffle politique.

Fort heureusement, le cru 2017 bénéficie de conjonctures favorables. Une forte baisse des frais liés aux zones de secours grâce à la politique mise en place par la Wallonie et la Province ; une hausse du fonds des communes alors qu'elle est généralement en baisse ailleurs : ces bonnes nouvelles se chiffrent à plus de 200.000 € ; cela aide à la présentation d'un budget relativement « serein ».

Mais plusieurs éléments interpellent :

- Une hausse de près de 500 000 euros des dépenses de personnel, soit plus de 10 % ! Bien sûr, tous les pouvoirs locaux connaissent des difficultés pour maîtriser leur masse salariale mais on invite aujourd'hui le conseil communal à valider un plan d'embauche basé sur un audit organisationnel dont les élus n'ont

jamais eu connaissance malgré l'engagement de la majorité en ce sens. Or les conséquences engagent le long terme, ne fussent qu'au regard du poids croissant des pensions.

- Dans les dépenses de fonctionnement, le poste « éducation populaire et arts » croît de plus de 100.000 € alors que celles relatives à l'enseignement se trouvent en légère baisse.

Bien sûr des efforts notables ont été réalisés pour assurer un confort scolaire durant ces dernières années. Nous y avons souscrit. Mais la société d'aujourd'hui - avec sa complexité, ses intolérances et le délitement de ses valeurs - réclame toujours davantage pour l'éducation et pour la prévention. Le PS est d'accord pour majorer progressivement la dotation à la zone de police mais l'école mérite la même attention. Investir dans des projets scolaires c'est se donner les chances de vivre dans une société moins menacée par le sentiment d'insécurité ambiant.

Investir dans le volet de l'éducation populaire peut être louable mais il apparaît clairement que Jurbise n'a pas de véritable projet culturel. Nous y voyons plutôt une succession d'événements à caractère festif auquel nous adhérons avec plaisir mais qui n'ont pas de fonction d'éducation permanente.

Par rapport à l'équilibre de ce budget, le PS continue à émettre de nettes réserves sur l'usage fort « généreux » du poste « crédit spécial de recettes préfigurant les dépenses non engagées de l'exercice ». Tous les spécialistes interrogés à ce sujet voient dans cette technique – légale ! – un artifice pour équilibrer les comptes. A tout le moins faudrait-il que ce crédit spécial de recettes soit inférieur au boni à l'exercice propre. Nous sommes loin du compte puisque par rapport à ce boni de 93 000 €, le crédit spécial est 4 fois supérieur.

De deux choses l'une :

ou Jurbise vit effectivement au dessus de ses moyens et s'expose à un coup dur (quid par exemple de l'indexation des salaires ?) ;

ou les dépenses sont systématiquement surestimées et laissent apparaître des actes qui en réalité ne sont pas concrétisés.

En ce qui concerne l'extraordinaire, nous ne pouvons qu'adhérer à l'engagement de Jurbise dans la construction du parking de la gare. Bien pensé, ce projet peut être déterminant devant les enjeux de la mobilité. L'aménagement des trottoirs à Masnuy-St-Pierre relève de cette même logique d'enfin valoriser l'accès aux points d'arrêt même si, malheureusement, ceux-ci se raréfient dans le même temps.

Pour le reste, outre les investissements régulièrement annoncés et reportés (pensons à la création d'un parcours éclairé) nous voyons ceux par rapport auxquels les élus ont trop peu d'information pour se prononcer : quid du bâtiment technique et sportif de Vacresse ? Quid d'un parking au parc communal ? Quid d'un bâtiment annexe (ou pas) au foyer culturel ? Le conseil doit se prononcer sans jamais avoir la moindre figuration des projets envisagés. C'est sans doute cela le contraire d'une démocratie locale...

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu le projet de budget établi par le Collège communal ;

Vu le rapport favorable de la Commission visée à l'article 12 du Règlement général de la Comptabilité communale ;

Vu la transmission du dossier au directeur financier en date du 07/12/2016 ;

Vu l'avis favorable du directeur financier annexé à la présente délibération ;

Attendu que le projet de budget a été soumis au CODIR en sa séance du 6 décembre 2016 ;

Attendu que le Collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que le Collège veillera également, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, à la communication du présent budget, dans les cinq jours de son adoption, aux organisations syndicales représentatives ; ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission du présent budget aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant le présent budget ;

Considérant que le budget communal de l'exercice 2017 a été envoyé aux trois organisations syndicales en date 21/12/2016 ;

Après en avoir délibéré en séance publique,

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à 16 voix « pour » et 4 voix « contre » :

Art. 1^{er}

D'arrêter, comme suit, le budget communal de l'exercice 2017:

1. Tableau récapitulatif

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes exercice proprement dit	12.593.999,82 €	3.368.062,00 €
Dépenses exercice proprement dit	12.500.320,31 €	4.009.338,03 €
Boni / Mali exercice proprement dit	93.679,51 €	- 641.276,03 €
Recettes exercices antérieurs	378.407,14 €	918.518,17 €
Dépenses exercices antérieurs	46.595,89 €	85.559,99 €
Prélèvements en recettes	0,00 €	701.836,02 €
Prélèvements en dépenses	0,00 €	0,00 €
Recettes globales	12.972.406,96 €	4.988.416,19 €
Dépenses globales	12.546.916,20 €	4.094.898,02 €
Boni global	425.490,76 €	893.518,17 €

2. Tableau de synthèse Ordinaire :

<u>Budget précédent</u>	Après la dernière M.B.	Adaptations en +	Adaptations en -	Total après adaptations
Prévisions des recettes globales	<u>12.901.512,51 €</u>	<u>217.867,12 €</u>		<u>13.119.379,63 €</u>

Prévisions des dépenses globales	<u>12.736.293,81 €</u>	<u>4.678,68 €</u>		<u>12.740.972,49 €</u>
Résultat présumé au 31/12 de l'exercice n-1	<u>165.218,70 €</u>	<u>213.188,44 €</u>		<u>378.407,14 €</u>

2. Tableau de synthèse Extraordinaire :

<u>Budget précédent</u>	Après la dernière M.B.	Adaptations en +	Adaptations en -	Total après adaptations
Prévisions des recettes globales	<u>9.212.614,64 €</u>		<u>- 1.939.142,81 €</u>	<u>7.273.471,83 €</u>
Prévisions des dépenses globales	<u>8.319.096,47 €</u>		<u>- 1.939.142,81 €</u>	<u>6.379.953,66 €</u>
Résultat présumé au 31/12 de l'exercice n-1	<u>893.518,17 €</u>		<u>0,00€</u>	<u>893.518,17 €</u>

3. Montants des dotations issus du budget des entités consolidées (si budget non voté, l'indiquer)

	Dotations approuvées par l'autorité de tutelle	Date d'approbation du budget par l'autorité de tutelle
CPAS	1.400.000,00 €	20/12/2016
Fabriques d'église	3.518,10 €	27/09/2016
	2.689,61 €	27/09/2016
	21.119,01 €	27/09/2016
	33.686,69 €	27/09/2016
	14.012,21 €	27/09/2016
	26.555,34 €	27/09/2016
	8.966,53 €	27/09/2016
	7.218,50 €	20/12/2016
	6.139,99 €	20/12/2016
Zone de police	887.167,82 €	20/12/2016
Zone de secours	566.115,15 €	20/12/2016

Art. 2.

De transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle, au service des Finances et au directeur financier.

14. Personnel – Statut pécuniaire du personnel communal non enseignant de la
Commune de Jurbise : adaptation de l'article 12 relatif à la fixation de l'ancienneté
pécuniaire – **adoption**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la Loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale, et notamment son article 26bis §2 relatif à la concertation avec la Commune ;

Vu la Loi du 28 septembre 1984 prise en exécution de la Loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le statut pécuniaire du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2011, et ses modifications ultérieures ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 28 octobre 2016 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 28 octobre 2016 ;

Considérant qu'il est ici proposé d'adapter l'article 12 du statut pécuniaire du personnel communal non enseignant, de telle manière à faire en sorte de pouvoir, à l'avenir, valoriser non pas 6 mais 10 années de prestations du personnel dans le secteur privé ;

Après en avoir délibéré ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1. - D'adopter les adaptations proposées à l'article 12 du statut pécuniaire du personnel communal non enseignant, de telle manière à faire en sorte de pouvoir, à l'avenir, valoriser non pas 6 mais 10 années de prestations du personnel dans le secteur privé.

Article 2. - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

**15. Personnel – Statut administratif du personnel communal non enseignant de la
Commune de Jurbise : adaptation de l'article 30 relatif au recrutement des
personnes handicapées – adoption**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la Loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale, et notamment son article 26bis §2 relatif à la concertation avec la Commune ;

Vu la Loi du 28 septembre 1984 prise en exécution de la Loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le statut administratif du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2011 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 28 octobre 2016 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 28 octobre 2016 ;

Considérant qu'il est ici proposé de modifier l'article 30 du statut administratif du personnel communal non enseignant, relatif aux modalités de recrutement des personnes handicapées, afin d'adapter les dispositions statutaires communales à l'évolution législative et réglementaire en la matière ;

Après en avoir délibéré ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1. - D'adopter les adaptations proposées à l'article 30 du statut administratif du personnel communal non enseignant, de telle manière à adapter les dispositions statutaires communales à l'évolution législative et réglementaire en la matière.

Article 2. - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

**16. Personnel – Statut administratif du personnel communal non enseignant de la
Commune de Jurbise : adaptation de l'article 129 portant sur l'interruption de
carrière ordinaire – adoption**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la Loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale, et notamment son article 26bis §2 relatif à la concertation avec la Commune ;

Vu la Loi du 28 septembre 1984 prise en exécution de la Loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le statut administratif du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2011 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 28 octobre 2016 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 28 octobre 2016 ;

Considérant qu'il est ici proposé de modifier l'article 129 du statut administratif du personnel communal non enseignant, relatif aux modalités à respecter dans le cadre d'une demande d'interruption de carrière ordinaire, afin d'adapter les dispositions statutaires communales à l'évolution législative et réglementaire en la matière ;

Après en avoir délibéré ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1. - D'adopter les adaptations proposées à l'article 129 du statut administratif du personnel communal non enseignant, de telle manière à adapter les dispositions statutaires communales à l'évolution législative et réglementaire en la matière.

Article 2. - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

**17. Personnel – Statut administratif du personnel communal non enseignant de la
Commune de Jurbise : adaptation de l'article 131bis portant sur l'interruption de
carrière pour congé parental – adoption**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la Loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale, et notamment son article 26bis §2 relatif à la concertation avec la Commune ;

Vu la Loi du 28 septembre 1984 prise en exécution de la Loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le statut administratif du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2011 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 28 octobre 2016 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 28 octobre 2016 ;

Considérant qu'il est ici proposé de modifier l'article 131 bis du statut administratif du personnel communal non enseignant, relatif aux modalités à respecter dans le cadre d'une demande d'interruption de carrière pour congé parental, afin d'adapter les dispositions statutaires communales à l'évolution législative et réglementaire en la matière ;

Après en avoir délibéré ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1. - D'adopter les adaptations proposées à l'article 131 bis du statut administratif du personnel communal non enseignant, de telle manière à adapter les dispositions statutaires communales à l'évolution législative et réglementaire en la matière.

Article 2. - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

18. Juridique – Projet de convention de partenariat entre la Commune de Jurbise et la SNCB concernant la passation de marchés publics conjoints en vue de la construction d'un parking et de son accès sur le site de l'ancienne Briqueterie de Jurbise, et du prolongement du couloir sous-voies et de son accès. Désignation de Madame la Bourgmestre et de Monsieur le Directeur général pour représenter la Commune de Jurbise à la signature de la convention –
approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 19 avril 2012 fixant la deuxième liste de sites à réaménager (SAR) à financer dans le cadre de l'action IV.2.B « Réhabiliter les sites à réaménager » du Plan Marshall 2. Vert, et par laquelle l'opération de réaménagement du site MB 168 dit « Briqueterie », présentée par la Commune de Jurbise, a été retenue, pour un montant prévisionnel de 525.000 euros ;

Vu la délibération du 7 mai 2013 du Conseil communal, désignant, via la relation *in house* qui lie l'Intercommunale à la Commune, l'Intercommunale IDEA comme auteur de projet pour la construction d'un parking sur le site SAR de l'Ancienne Briqueterie de Jurbise (dossier de permis d'urbanisme, élaboration du CSCh, des plans, métrés, ...) ainsi que pour l'analyse des offres et le suivi du chantier ;

Vu qu'à la suite de la délibération du 25 mars 2014 du Conseil communal, la procédure de marché public destinée à désigner l'entrepreneur qui sera chargé de la réhabilitation de ce site a été lancée, et a abouti à la désignation, par le Collège communal en sa séance du 25 août 2014, de l'entrepreneur Wanty, sis rue des Mineurs, 25 à 7134 Péronnes-lez-Binche ;

Considérant qu'en date du 16 novembre 2015, la réception provisoire des travaux du site SAR dit « Briqueterie » a été accordée par le Collège communal ;

Considérant que le Collège communal de Jurbise a pour intention d'établir, sur ce site SAR aujourd'hui réhabilité, un parking communal qui serait notamment mis à disposition des usagers de la SNCB ;

Considérant que suite à diverses réunions de travail et échanges établis entre les représentants de l'Administration communale d'une part, les représentants de la SNCB et d'Infrabel d'autre part, il est proposé de mettre à disposition de la Commune de Jurbise deux terrains directement proches ou contigus de l'ancien site SAR communal, terrains qui permettraient d'augmenter considérablement la surface envisagée du parking communal et qui seraient cédés à la Commune par le biais d'une convention de droit de superficie gratuit d'une durée de 50 ans, conclue entre la SNCB et la Commune ;

Considérant que le terrain de la SNCB comprend deux parcelles non cadastrées, pour une contenance approximative totale de 2.461m² ;

Considérant que le terrain d'Infrabel comprend deux parcelles non cadastrées, pour une contenance approximative totale respective de 135 et 56 m², parcelles qui feraient l'objet d'un échange avec la SNCB, de telle manière à ce que l'interlocuteur unique de la Commune dans ce dossier soit la SNCB ;

Considérant que le terrain communal comprend une parcelle cadastrée 476K, pour une contenance approximative totale de 5.257 m² :

Considérant par ailleurs que la SNCB a pour projet de prolonger le couloir sous-voies de la gare de Jurbise ;

Considérant qu'il est proposé d'organiser une procédure de marché public unique pour l'ensemble des travaux à réaliser, procédure unique qui aurait pour objectif et intérêt de rationaliser les coûts et moyens mobilisés tant au stade de la préparation de la procédure qu'au stade de l'exécution des travaux et du contrôle de ceux-ci ;

Vu la délibération du 28 juin 2016 par laquelle le Conseil communal a approuvé, à l'unanimité, le projet de convention de partenariat entre la Commune de Jurbise, la SNCB et Infrabel concernant la passation de marchés publics conjoints en vue de la construction d'un parking et de son accès sur le site de l'ancienne Briqueterie de Jurbise, et du prolongement du couloir sous-voies et de son accès, ainsi que la désignation de Madame la Bourgmestre et de Monsieur le Directeur général pour représenter la Commune de Jurbise à la signature de la convention ;

Vu la demande du partenaire SNCB, formulée au cours du mois d'octobre 2016, d'adapter les conventions approuvées par le Conseil communal en sa séance du 28 juin 2016 suite à la demande du partenaire Infrabel de ne plus être partie aux conventions, et proposant un échange de parcelles avec la SNCB afin de faire en sorte de n'apporter aucun changement fondamental au projet tel qu'approuvé par le Conseil communal ;

Considérant que les modalités liées à cet échange de parcelles entre la SNCB et Infrabel sont décrites dans les conventions soumises ce jour au Conseil communal ;

Vu le projet de convention de partenariat entre la Commune de Jurbise et la SNCB concernant la passation de marchés publics conjoints en vue de la construction d'un parking et de son accès sur le site de l'ancienne Briqueterie de Jurbise, et du prolongement du couloir sous-voies et de son accès, projet de convention adapté par la SNCB ;

Considérant que ce projet de convention, ainsi que ses annexes et notamment le projet de convention établissant un droit de superficie gratuit d'une durée de 50 ans au bénéfice de la Commune, et le projet de convention de gestion du parking et de son accès, reprennent l'ensemble des modalités pratiques du partenariat qui serait établi entre la Commune et la SNCB ;

Considérant que la présente délibération devra figurer en annexe à la convention qui sera établie entre la Commune et la SNCB, concernant la passation de marchés publics conjoints en vue de la construction d'un parking et de son accès sur le site de l'ancienne Briqueterie de Jurbise, et du prolongement du couloir sous-voies et de son accès ;

Considérant qu'il est proposé de désigner Madame Jacqueline Galant, Bourgmestre de Jurbise, et Monsieur Stéphane Gillard, Directeur général de l'Administration communale, pour représenter la Commune à la signature de la convention de partenariat entre la Commune de Jurbise et la SNCB concernant la passation de marchés publics conjoints en vue de la construction d'un parking et de son accès sur le site de l'ancienne Briqueterie de Jurbise, et du prolongement du couloir sous-voies et de son accès ;

Sur proposition du Collège communal, en sa séance du 18 octobre 2016 ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er}. - De marquer son accord sur le projet de convention de partenariat entre la Commune de Jurbise et la SNCB concernant la passation de marchés publics conjoints en vue de la construction d'un parking et de son accès sur le site de l'ancienne Briqueterie de Jurbise, et du prolongement du couloir sous-voies et de son accès.

Article 2. - S'agissant de pièces figurant en annexe de la convention de partenariat évoquée ci-dessus, de marquer son accord sur le projet de convention de droit de superficie gratuit d'une durée de 50 ans, qui sera conclue entre la SNCB et la Commune, aboutissant à la mise à disposition en faveur de la Commune de terrains de la SNCB directement proches ou contigus de l'ancien site SAR communal, ainsi que sur le projet de convention de gestion de parking et de son accès.

Article 3. - De désigner Madame Jacqueline Galant, Bourgmestre de Jurbise, et Monsieur Stéphane Gillard, Directeur général de l'Administration communale, pour représenter la Commune à la signature de la convention de partenariat entre la Commune de Jurbise et la SNCB concernant la passation de marchés publics conjoints en vue de la construction d'un parking et de son accès sur le site de l'ancienne Briqueterie de Jurbise, et du prolongement du couloir sous-voies et de son accès.

Article 4. - D'annexer un exemplaire de la présente délibération à la convention de partenariat conclu entre la Commune et la SNCB.

Article 5. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

19. Secrétariat – Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale IDEA du 21 décembre 2016 – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDEA ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 17 novembre 2016 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale IDEA du 21 décembre 2016 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'IDEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

Considérant que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'affiliation de la Zone de Secours Hainaut Centre à l'Intercommunale IDEA - In house ;

***Considérant** qu'en date du 14 septembre 2016, le Conseil d'Administration a décidé de soumettre à l'Assemblée Générale l'affiliation de la Zone de Secours Hainaut Centre à l'Intercommunale IDEA dans le cadre du In house et de marquer accord sur la souscription au capital du secteur Historique de l'Intercommunale IDEA correspondant à l'acquisition d'une part B d'une valeur de 25 € par le Conseil de Zone de Secours Hainaut Centre ;*

***Considérant** que le **deuxième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur les modifications statutaires suivantes :*

- *Modification de l'objet social ;*
- *Modification de l'article 11 des statuts.*

Considérant qu'en date du 16 novembre 2016, le Conseil d'Administration a marqué accord sur les modifications de l'objet social en son article 3, §1, II et II et sur la modification de l'article 11 des statuts ;

***Considérant** que le **troisième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du plan stratégique IDEA 2017-2019 ;*

Considérant qu'en date du 16 novembre 2016, le Conseil d'Administration a approuvé le projet de plan stratégique ;

Considérant qu'il a fait l'objet d'une présentation aux Bourgmestres des Communes associées, aux Directeurs Généraux et Directeurs Financiers des Communes associées et de la Province de Hainaut ainsi qu'à un représentant de chacun des 11 CPAS associés et de la Zone de Secours Hainaut Centre en date du 24 novembre 2016 au siège sociale de l'IDEA.

Considérant que les conseillers communaux, provinciaux et des CPAS associés, Zone de Secours Hainaut Centre ont été informés par l'associé concerné que le projet de Plan Stratégique est consultable sur le site Web de l'IDEA ou disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

*Considérant que le **quatrième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la coopération verticale avec les associés – Abrogation des tarifs et des prestations « In house » approuvées par l'Assemblée Générale ;*

Considérant que le Conseil d'Administration du 16 novembre 2016, le Conseil d'Administration a décidé de soumettre à l'Assemblée Générale l'abrogation des tarifs et des prestations « In house » par l'Assemblée Générale afin que le Conseil d'Administration ait la compétence de fixer les missions et tarifs y liés et donner ainsi aux Directeurs la possibilité d'établir les offres de services au cas par cas en fonction des missions souhaitées par ses associés ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1 : de marquer son accord sur l'affiliation de la Zone de Secours Hainaut Centre à l'Intercommunale IDEA dans le cadre du « In house » et sur la souscription au capital du secteur Historique de l'Intercommunal IDEA correspondant à l'acquisition d'une part B d'une valeur de 25 € par le Conseil de Zone de Secours Hainaut Centre.

Article 2 : de marquer accord sur les modifications de l'objet social ainsi que sur les modifications de l'article 11 des statuts.

Article 3 : d'approuver le Plan Stratégique IDEA 2017-2019.

Article 4 : de marquer son accord sur l'abrogation des tarifs et des prestations « In house » par l'Assemblée Générale afin que le Conseil d'Administration ait la compétence de fixer les missions et les tarifs y liés et donner ainsi aux Directeurs la possibilité d'établir les offres de services au cas par cas en fonction des missions souhaitées par ses associés ;

Article 5 : La présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Intercommunale IDEA et à Monsieur le Directeur financier.

20. Secrétariat – Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale IDETA le 21 décembre 2016 – ordre du jour – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDETA;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communal du 7 mai 2013

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire de l'Agence Intercommunale IDETA le 21 décembre 2016 ;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Plan stratégique 2017-2019
2. Budget 2017-2019
3. Refonte des statuts de l'Agence
4. Divers

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er}

D'approuver le point n° 1 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Plan stratégique 2017-2019

D'approuver le point n° 2 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Budget 2017-2019

D'approuver le point n° 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Refonte des statuts de

D'approuver le point n° 4 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Divers

Article 2

Les délégués représentant la Commune de Jurbise, désignés par le Conseil Communal du 7 mai 2013, sont chargés de se conformer à la volonté exprimée par la présente assemblée

Article 3

La présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Agence Intercommunale IDETA, à Monsieur le Directeur financier communal ainsi qu'au département administratif.

**21. Secrétariat – Assemblée Générale ordinaire de l'Intercommunale HYGEA du
22 décembre 2016 – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale HYGEA ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 18 novembre 2016 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale HYGEA du 22 décembre 2016 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'HYGEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

- Considérant que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du Plan Stratégique HYGEA 2017-2019 ;

Considérant qu'en date du 17 novembre 2016, le Conseil d'Administration a approuvé le projet de plan stratégique ;

Considérant qu'il a fait l'objet d'une présentation aux Bourgmestres des communes associées, aux Directeurs Généraux et Directeurs Financiers des communes associées en date du 28 novembre 2016 à 8h au siège social d'HYGEA ;

Considérant que les conseillers communaux ont été informés par l'associé concerné que le projet de Plan Stratégique est consultable sur le site Web de l'HYGEA ou disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que le **deuxième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'indemnité de fonction de la Secrétaire du Conseil d'Administration ;

Considérant que le Comité de Rémunération d'Hygea, réuni en séance du 17 novembre 2016 a décidé de soumettre à l'Assemblée Générale, le remplacement du jeton de présence octroyé à titre de rémunération pour la prestation de Secrétaire du Conseil d'Administration et des Comités de gestion de secteur par une indemnité de fonction qui peut être accordée aux membres des organes de gestion d'un montant annuel brut de 3.700 € à dater du 1er janvier 2016.

LE CONSEIL COMMUNAL décide à l'unanimité :

Article 1 : d'approuver le Plan Stratégique HYGEA 2017-2019.

Article 2 : de marquer accord sur le remplacement du jeton de présence octroyé à titre de rémunération pour la prestation de Secrétaire du Conseil d'Administration et des Comités de gestion de secteur par une indemnité de fonction qui peut être accordée aux membres des organes de gestion d'un montant annuel brut de 3.700 € à dater du 1er janvier 2016.

Article 3 : La présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Intercommunale HYGEA et à Monsieur le Directeur financier.

22. Secrétariat – Assemblée générale ordinaire du Centre intercommunal de Santé des Cantons de Mons-Borinage (CISCM) le 22 décembre 2016 – ordre du jour –
approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale C.I.S.C.M.;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale CISCM par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité du Conseil communal du 07 mai 2013 ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale de l'intercommunale CISCM du 22 décembre 2016 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que l'ordre du jour porte sur :

1. Présentation du BUDGET 2017-2019 ;
2. Présentation du PLAN STRATEGIQUE 2017-2019 ;
3. Approbation du Procès-verbal de la présente séance.

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale C.I.S.C.M;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité

Article 1^{er} :

D'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du CISCAM du 22 décembre 2016 qui nécessitent un vote.

Article 2 :

D'approuver l'ordre du jour dont les points concernent :

1. Présentation du Budget 2017-2019 ;
2. Présentation du Plan stratégique 2017-2019 ;
3. Approbation du Procès-verbal de la présente séance.

Article 3 : de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté telle qu'elle est exprimée dans l'article 1er ci-dessus.

Article 4 : de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

Article 5 : de transmettre la présente délibération à l'intercommunale CISCAM.

23. Secrétariat – Assemblée générale ordinaire du Centre hospitalier Universitaire et Psychiatrique de Mons-Borinage le 22 décembre 2016 – ordre du jour – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le livre V de la première partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et relatif aux modes de coopération entre Communes ;

Considérant que la Commune de Jurbise est affiliée à la S.C Intercommunale Centre Hospitalier Universitaire et Psychiatrique de Mons-Borinage ;

Vu l'article 1523-11 du livre V, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-31 et L 1122-34 § 2;

Considérant que la commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale CHU Ambroise Paré du 22 décembre 2016 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale CHU Ambroise Paré;

LE CONSEIL COMMUNAL décide à l'unanimité :

Article 1er : d'approuver :

- Le procès-verbal de la séance du 30 juin 2016 ;
- Le Plan Stratégique ;
- le Budget de fonctionnement pour l'exercice 2017 ;

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 20 décembre 2016.
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale CHU Ambroise Paré;
- au Gouvernement Provincial ;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

24. Secrétariat – Assemblée générale ordinaire du Centre intercommunal IMIO le 24 novembre 2016 – ordre du jour – **ratification**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil communal du 21 mai 2013 portant sur la prise de participation de la Commune à l'intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle (IMIO) ;

Considérant que la Commune a été convoquée à participer à l'assemblée générale d'IMIO du 24 novembre 2016 par lettre datée du 30 septembre 2016 ;

Considérant que l'Assemblée générale du second semestre doit avoir lieu, avant le premier lundi du mois de décembre, conformément à l'article L1523-13 – paragraphe 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO du 24 novembre 2016 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur les points 3 et 4 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que l'ordre du jour porte sur :

1. Présentation des nouveaux produits ;
2. Évaluation du plan stratégique 2016 ;
3. Présentation du budget 2017 ;
4. Désignation d'administrateurs ;
5. In house, information sur la représentation des membres au sein du conseil d'administration.

Considérant que les points précités sont de la compétence de l'Assemblée Générale et ce conformément à l'article 19 des statuts de l'intercommunale IMIO.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité

Article 1. - D'approuver l'ordre du jour dont les points concernent :

1. Présentation des nouveaux produits ;
2. Évaluation du plan stratégique 2016 ;
3. Présentation du budget 2017 ;
4. Désignation d'administrateurs ;
5. In house, information sur la représentation des membres au sein du conseil d'administration.

Article 2- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté telle qu'elle est exprimée dans l'article 1er ci-dessus.

Article 3- de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

Article 4.- de transmettre la présente délibération à l'intercommunale IMIO.

25. Secrétariat – Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale pure de Financement du Hainaut – IPFH le 14 décembre 2016 – ordre du jour – **ratification**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Considérant l'affiliation de la commune à l'Intercommunale I.P.F.H. ;

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.P.F.H. du 14 décembre 2016 ;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur le point 1 de l'ordre du jour et pour lequel il dispose de la documentation requise ;

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal, le point 1 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'intercommunale I.P.F.H.

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :

Article 1 : d'approuver le point 1^o) de l'ordre du jour, à savoir : ***Le plan stratégique 2017-2019 ;***

Article 2 : de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 20 décembre 2016

Article 3 : de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 : Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.P.F.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI) ;
 - au Gouvernement provincial ;
 - au Ministre des Pouvoirs locaux.
-

26. Secrétariat – Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale ORES le 15 décembre 2016 – ordre du jour – ratification

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale Ores Assets ;

Considérant que la Commune a été mise convoquée à participer à l'Assemblée générale du 15 décembre 2016 par courrier daté du 8 novembre 2016;

Vu les statuts de l'Intercommunale ORES Assets ;

Considérant que les délégués de la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale sont désignés par le Conseil communal parmi les membres du Conseil communal, proportionnellement à la composition dudit Conseil et que le nombre de délégués de chaque commune est fixé à cinq parmi lesquels trois au moins représentent la majorité du Conseil communal ;

Considérant que l'article 30.2 des statuts dispose :

- Les délégués de chaque commune rapportent, chaque fois que le Conseil communal se prononce au sujet des points à l'ordre du jour de ladite Assemblée, la proposition des votes intervenus au sein de leur Conseil communal ;
- En ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux administrateurs et aux commissaires ainsi que pour ce qui est des questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause. ;

Considérant les points portés à l'ordre du jour suivants :

- 1. Plan stratégique 2014-2016.**
- 2. Remboursement de parts R.**
- 3. Actualisation de l'annexe 1 des statuts.**
- 4. Nominations statutaires.**

Considérant que la Commune souhaite jouer pleinement son rôle d'associé dans l'intercommunale ;

Que dans cet esprit, il importe que le Conseil communal exprime sa position à l'égard des points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide , à l'unanimité :

Article 1 : D'approuver le Plan stratégique

Article 2 : D'approuver le remboursement de parts R.

Article 3: D'approuver l'actualisation de l'annexe 1 des statuts

Article 4: D'approuver les nominations statutaires

Article 5: De charger ses délégués de rapporter à ladite Assemblée la proportion des votes intervenus au sein du Conseil ;

Article 6 : De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 7 : De transmettre une copie de la présente délibération à Ores Assets sise Avenue Jean Monnet, 2 - 1348 Louvain-la-Neuve.

27. Secrétariat – Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale IGRETEC le 20 décembre 2016 – ordre du jour – **ratification**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C. ;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal du 07 mai 2013;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'I.G.R.E.T.E.C. du 20/12/2016 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

- Affiliations / Administrateurs ;
- Modification statutaire ;
- Dernière évaluation du Plan Stratégique 2014-2016 et Plan stratégique 2017-2019 ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide , à l'unanimité :

Article 1 ::

* le point 1 de l'ordre du jour, à savoir :

Affiliations / Administrateurs

- * le point 2 de l'ordre du jour, à savoir :
 - Modification statutaire ;
- * le point 3 de l'ordre du jour, à savoir :
 - Dernière évaluation du Plan Stratégique 2014-2016 et Plan stratégique 2017-2019 ;

Article 2: de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal de Jurbise.

Article 3: de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 4: de transmettre copie de la présente délibération :

- à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C, Boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI
- Au Gouvernement Provincial ;
- Au Ministre Régional de Tutelle sur les Intercommunales.

28. Sécurité – Plan de prévention zonal 2016-2017 établi par la Zone de secours Hainaut Centre – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu l'Arrêté royal du 19 décembre 2014 fixant l'organisation de la prévention incendie dans les zones de secours, qui prévoit que « chaque année, le Commandant de zone devra établir un plan d'action relatif à la prévention des incendies » ;

Vu le mail du 10 novembre 2016 du Commandant de Zone a.i., par lequel les Communes ont été mises en possession du Plan de Prévention de la Zone de Secours Hainaut centre ;

Vu qu'en date du 19 octobre 2016 le Conseil de zone a approuvé le Plan de Prévention de la Zone 2016-2017, et a demandé de le soumettre pour avis aux Conseils communaux de la Zone ;

Considérant que ce Plan de Prévention prévoit des objectifs pour la Commune de Jurbise ;

Vu le Règlement Général de Police de la Commune de Jurbise du 16 décembre 2014 ;

Vu le nombre d'avis techniques sollicités par les Services communaux en charge de l'Urbanisme et de la Sécurité-Prévention, à raison d'une trentaine par an ;

Considérant l'exigence réglementaire liée à la sécurité des événements sur le territoire

de la Commune de Jurbise ;

Considérant :

- L'analyse de la situation actuelle au sein de la Zone de Secours Hainaut Centre ;
- Les objectifs stratégiques et les niveaux de service proposés ;
- Les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs fixés et les niveaux de service arrêtés par le Conseil de la Zone Hainaut centre ;

Vu la participation, en 2015, de la Zone de Secours Hainaut Centre à la Journée de la Sécurité à Jurbise ;

Considérant que la Commune de Jurbise est sensibilisée à l'information, à l'interaction et à la coordination avec les Services de Secours, et souhaite accentuer sa collaboration avec les Services de la Zone de Secours dans ce cadre, et particulièrement en matière de Planification d'Urgence (Cellule de Sécurité, optimisation de la coordination lors de la survenance d'une situation d'urgence) ;

Considérant que la Commune de Jurbise souhaite marquer son intérêt sur le point du plan de la Zone de Secours relatif au renforcement et aux collaborations à développer avec les partenaires locaux (Commune de Jurbise, C.P.A.S. et écoles de l'entité) ;

Considérant que la Commune de Jurbise souhaite :

- Enrichir la partie « Sécurité-Prévention-Planification d'urgence » de son site Internet par l'injection régulière d'informations relatives à la Prévention incendie, et relayer les campagnes existantes (quinzaines de la sécurité) et à venir.
- Solliciter la Zone de Secours lors de la prochaine Journée de la Sécurité à Jurbise (2017).
- Solliciter un représentant de la Zone de Secours, lors d'une prochaine séance d'information Sécurité, pour venir discuter sur la thématique de la sécurité incendie, et à interagir avec les représentants des autres disciplines, telles que les Services de Police, la Protection Civile, le Planificateur d'Urgence.
- Solliciter l'appui de la Zone de Secours pour les exercices d'évacuation (à plus grande échelle) dans les écoles et crèches communales.
- Solliciter la Zone de Secours afin d'organiser des visites didactiques pour les écoles de l'entité dans un Poste de Secours (D1 et D2).
- Solliciter un débriefing avec le DIR-OPS et le Planificateur d'Urgence après une gestion de crise afin d'accentuer l'expérience du FPLANU dans sa coordination (3 gestions importantes pour Jurbise : risque Seveso, fuite de gaz, acide nitrique dans l'air).

LE CONSEIL COMMUNAL décide , à l'unanimité :

Article 1er. D'approuver le Plan de Prévention de la Zone de Secours Hainaut centre pour les années 2016-2017 et d'émettre un avis favorable à son sujet.

Article 2. De soumettre à la Zone de Secours les différents points repris ci-dessus.

Article 3. De transmettre deux exemplaires de la présente délibération au Major Didier VINCENT, Directeur de la Prévention, pour suites voulues.

29. Culture – Mise à disposition de la Salle culturelle Jacques Galant au bénéfice de la Ligue des Familles – application de l'article 23 du Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales – proposition de gratuité partielle – approbation

Comme elle en avait fait la proposition lors d'une précédente séance, au bénéfice d'une autre association, Madame Senecaut propose de concéder une gratuite non pas partielle, mais totale, à cette association. La Présidente et l'Echevine de la Culture font toutefois remarquer que contrairement à l'autre cas évoqué, la Ligue des Familles dispose de rentrées financières mais aussi d'un local mis à disposition toute l'année par la Commune. Il est par conséquent proposé de maintenir la proposition reposant sur la gratuité partielle de la mise à disposition.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 3 septembre 2009, et ses modifications ultérieures ;

Attendu que, suite au courrier du 13/10/2016 de la Ligue des Familles, section de Jurbise, il est proposé de mettre la salle Jacques Galant à sa disposition le samedi 11 mars 2017 et le samedi 14 octobre 2017, afin de lui permettre de mener à bien l'organisation d'une foire aux jouets, vélos et matériel de puériculture ainsi que l'organisation d'une foire aux vêtements ;

Considérant qu'il est proposé de mettre cette salle à disposition du demandeur, sur base d'une gratuité partielle du prix de location, à savoir un montant forfaitaire de 129,50 € par location, comprenant le nettoyage (100 €) et les assurances (29,50 €), soit 259 € pour les deux occupations ;

Considérant que cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal des manifestations concernées ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 18/10/2016 ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide , à l'unanimité :

Article 1^{er} : De mettre à disposition de la Ligue des Familles, section de Jurbise, la salle culturelle Jacques Galant et ce sur base d'une gratuité partielle arrêtée au montant de 259 EUR (2 dates) le samedi 11 mars 2017 et le samedi 14 octobre 2017. Cette mise à disposition est destinée à permettre au demandeur de mener à bien l'organisation d'une foire aux jouets, vélos et matériel de puériculture ainsi que l'organisation d'une foire aux vêtements.

Article 2 : Cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée.

Article 3 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

- 30. Urbanisme** – Projet d'acte notarié portant rétrocession à la Commune d'une partie de la voirie à la rue de Brocquerooy à 7050 Masnuy-Saint-Jean, 2^{ème} division, section C n°273, 274 a, 272 z, 272 k,2, 293 a et 272 m 2 – désignation de Madame la Bourgmestre et de Monsieur le Directeur général pour représenter la Commune de Jurbise à la signature de l'acte – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le permis d'urbanisme délivré par le Collège communal en date du 22 avril 2014 à la S.A. LIXON ayant pour objet la régularisation de la réalisation de 36 maisons groupées situées rue de Brocquerooy n°85 à 115 à 7050 Masnuy-Saint-Jean et de la modification de voirie (rue de Brocquerooy), sur un terrain cadastré 2^{ème} division, section C, n°273, 274a, 272z, 272k2, 293a et 272m2 ;

Vu que lors de l'instruction de cette demande de permis d'urbanisme, le demandeur s'est engagé par écrit à rétrocéder à titre gratuit la voirie à la Commune de Jurbise;

Considérant la décision du Conseil communal du 5 novembre 2016;

Considérant le procès-verbal de réception provisoire, daté du 2 décembre 2016 et constatant que les travaux d'aménagement de la rue du Brocquerooy avaient été réalisés conformément au cahier spécial des charges par l'entrepreneur Travaux & Aménagements pour le compte de la S.A Lixon, a été approuvé par le Collège communal en sa séance du 6 décembre 2016 ;

Considérant qu'il s'agit d'une rétrocession à titre gratuit pour cause d'utilité publique, exonérée des droits d'enregistrement ;

Vu le projet d'acte notarié établi par le Notaire Michiels sur base du plan d'alignement et de rétrocession;

Vu la décision du Collège communal du 6 décembre 2016 de soumettre la demande à l'avis du Conseil communal ;

Vu la loi du 29 mars 1962, organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois des 22 avril 1970, 22 décembre 1970, 25 juillet 1974 et 28 juillet 1976;

Vu l'article L1122-17 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et de l'Energie;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

LE CONSEIL COMMUNAL décide , à l'unanimité :

Article 1er : D'émettre un avis favorable sur le projet de rétrocession à titre gratuit de la voirie, aux conditions fixées par l'acte, pour cause d'utilité publique.

Article 2 : De désigner Madame Jacqueline Galant, Bourgmestre et Monsieur Stéphane Gillard, Directeur général, pour représenter la Commune à la signature de l'acte.

Article 3 : De transmettre un exemplaire de la présente décision à Monsieur le Fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, ainsi qu'au Notaire Michiels pour disposition.

**31. Travaux - Désignation d'un auteur de projet pour la rénovation des sanitaires de l'école maternelle d'Herchies – mode de passation, conditions et CSCh –
approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Considérant le cahier des charges N° 2016-19-SG-GU relatif au marché “Désignation d'un Auteur de projet pour la rénovation des sanitaires de l'école maternelle d'Herchies” établi par le Service Travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 16.528,92 € hors TVA ou 20.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 722/733-60 (n° de projet 20160068) et sera financé par emprunt ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 29 novembre 2016, obtenu en date du 5 décembre 2016, et qu'il s'avère positif ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide , à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2016-19-SG-GU et le montant estimé du marché "Désignation d'un Auteur de projet pour la rénovation des sanitaires de l'école maternelle d'Herchies", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 16.528,92 € hors TVA ou 20.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 722/733-60 (n° de projet 20160068).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

32. Travaux - Entretien extraordinaire de voirie – Exercice 2016 : mode de passation, conditions et CSCh – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la décision du Collège communal du 29 mars 2016 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Entretien extraordinaire de voirie exercice 2016" à Hainaut Ingénierie Technique, rue de Valenciennes, 58 à 7301 Hornu ;

Considérant le cahier des charges N° AC-1160-2016-0006 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Valenciennes, 58 à 7301 Hornu ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 164.610,42 € hors TVA ou 199.178,61 € TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 421/735-60 (n° de projet 20160009) et sera financé par emprunt ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 28 novembre 2016, obtenu en date du 5 décembre 2016, et qu'il s'avère favorable ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide , à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° AC-1160-2016-0006 et le montant estimé du marché "Entretien extraordinaire de voirie exercice 2016", établis par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Valenciennes, 58 à 7301 Hornu. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 164.610,42 € hors TVA ou 199.178,61 €, TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 421/735-60 (n° de projet 20160009).

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

33. Question(s) orale(s).

Aucune question orale n'étant posée, la Présidente déclare le huis clos.

Huis clos :

**34. Approbation du procès-verbal de la séance du 14 novembre 2016 – partie huis clos –
approbation**

L'Echevine de la Culture quitte la séance.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant à huit clos, approuve avec 17 voix « pour » et 2 « abstentions », le procès-verbal de la séance du 14 novembre 2016, partie huis clos.

35. Question(s) orale(s).

Aucune question orale n'étant posée, la Présidente lève la séance.

POUR LE CONSEIL,

Le Directeur Général,

La Présidente,